



PREFET DE L'OISE

**ARRETE PREFECTORAL
PORTANT COMPLEMENT A L'AUTORISATION ACCORDEE PAR ARRETE PREFECTORAL
DU 25 SEPTEMBRE 2008 AU TITRE DE L'ARTICLE L 214-3
DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

**CONCERNANT LA SURVEILLANCE DE LA PRESENCE DE MICROPOLLUANTS
DE LA STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE MOUY**

COMMUNES DE ANGY, BURY, BALAGNY-SUR-THERAIN ET MOUY

DOSSIER N° 60-2011-00094

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'Environnement ;

VU l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU l'arrêté du 20 novembre 2009 du préfet coordonnateur de bassin approuvant le SDAGE du Bassin Seine Normandie ;

VU l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface ;

VU le dossier de demande d'autorisation complet et régulier déposé au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement reçu le 27/05/2008, présenté par le SIVOM d'alimentation en eau potable et d'assainissement des communes d'Angy, Balagny sur Thérain, Bury et Mouy, représenté par son président, enregistré sous le n° 60-2008-00039 et relatif à la construction d'ouvrages d'assainissement collectifs ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2008 autorisant la construction et l'exploitation d'ouvrages d'assainissement collectif de la nouvelle station d'épuration de MOUY ;

VU l'avis favorable du 8 décembre 2011 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ;

CONSIDERANT l'objectif de retour au bon état pour les masses d'eau dégradées au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) ;

- MUG

CONSIDERANT qu'il importe de quantifier l'évolution des pressions sur les milieux aquatiques, notamment pour ce qui concerne les émissions de substances prioritaires et dangereuses prioritaires au sens de la DCE pour lesquelles des objectifs globaux ont été définis au niveau national ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis dans les délais impartis, sur le projet d'arrêté qui lui a été soumis ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires

ARRETE

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1 : Surveillance de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées vers les milieux aquatiques

Le SIVOM d'alimentation en eau potable et d'assainissement des communes d'Angy, Balagny sur Thérain, Bury et Mouy bénéficiaire de l'autorisation est tenu de mettre en place une surveillance de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées au milieu naturel par son installation dans les conditions définies ci-dessous.

Le SIVOM d'alimentation en eau potable et d'assainissement des communes d'Angy, Balagny sur Thérain, Bury et Mouy doit procéder ou faire procéder dans le courant de l'année 2012 à une série de 4 mesures permettant de quantifier les concentrations des micropolluants mentionnés en annexe 1 dans les eaux rejetées par la station au milieu naturel. Ces mesures constituent la campagne initiale de recherche.

Un rapport annexé au bilan des contrôles de fonctionnement du système d'assainissement, prévu à l'article 17 de l'arrêté du 22 juin 2007, comprend l'ensemble des résultats des mesures indiquées ci-avant. Ce rapport doit notamment permettre de vérifier le respect des prescriptions techniques analytiques prévues à l'annexe 2.

Le SIVOM d'alimentation en eau potable et d'assainissement des communes d'Angy, Balagny sur Thérain, Bury et Mouy poursuit ou fait poursuivre les mesures au cours des années suivantes, selon le nombre prévu dans le tableau ci-dessous, au titre de la surveillance régulière, pour les micropolluants dont la présence est considérée comme significative.

| | | | | | |
|---|----------------|------------------|-------------------|--------------------|----------|
| Capacité nominale de traitement kg DBO5/j | >=600 et <1800 | >= 1800 et <3000 | >= 3000 et <12000 | >= 12000 et <18000 | >= 18000 |
| Nombre de mesures par année | 3 | 4 | 6 | 8 | 10 |

Sont considérés comme non significatifs, les micropolluants de la liste ci-dessous mesurés lors de la campagne initiale et présentant l'une des caractéristiques suivantes :

- Toutes les concentrations mesurées pour le micropolluant sont strictement inférieures à la limite de quantification LQ définie dans le tableau ci-dessous pour cette substance
- Toutes les concentrations mesurées pour le micropolluant sont inférieures à 10*NQE prévues dans l'arrêté du 25 janvier 2010 ou, pour celles n'y figurant pas, dans l'arrêté du 20 avril 2005, et tous les flux journaliers calculés pour le micropolluant sont inférieurs à 10% du flux journalier théorique admissible par le milieu récepteur. Ces deux conditions devant être réunies simultanément.
- Lorsque les arrêtés du 25 janvier 2010 ou du 20 avril 2005 ne définissent pas de NQE pour le micropolluant: les flux estimés sont inférieurs aux seuils de déclaration dans l'eau prévus par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

- MUG

Le débit d'étréage de rétention retenu pour la détermination des micropolluants classés non significatifs est : 3,1 m3/s.

Tous les trois ans, l'une des mesures de la surveillance régulière quantifie l'ensemble des micropolluants indiqués dans la liste ci-dessous. La surveillance régulière doit être actualisée l'année suivant cette mesure en fonction de son résultat et des résultats de la surveillance régulière antérieure selon les principes détaillés au paragraphe précédent.

L'ensemble des mesures de micropolluants prévues aux paragraphes ci-dessus sont réalisées conformément aux prescriptions techniques de l'annexe 2. Les limites de quantification minimales à atteindre par les laboratoires pour chaque molécule sont précisées en annexe 1.

Article 2 : Transmission

Les résultats des mesures relatives aux micropolluants reçus durant le mois N, sont transmis dans le courant du mois N+1 au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau dans le cadre de la transmission régulière des données d'autosurveillance effectuée dans le cadre du format informatique relatif aux échanges des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement du Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau (Sandre).

La liste des micropolluants à mesurer se trouve en annexe 1.

Titre II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 3 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4: Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations ou de faire les déclarations requises par d'autres réglementations.

Article 5 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes du présent arrêté sera publié à la diligence des services de la Préfecture de l'Oise, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Une copie du présent arrêté sera transmise pour information au conseil municipal des communes d'ANGY, BURY, BALAGNY-SUR-THERAIN ET MOUY.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies concernées pendant une durée minimale d'un mois.

Le présent arrêté sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de l'Oise pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 6 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif d'Amiens territorialement compétent par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification et par les tiers dans un délai d'un an à compter de sa publication ou son affichage en mairie des communes de ANGY, BURY, BALAGNY-SUR-THERAIN ET MOUY, dans les conditions définies à l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de

rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 7 : Exécution

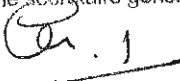
Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Oise, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Clermont, le Directeur Départemental des Territoires de l'Oise, le SIVOM d'alimentation en eau potable et d'assainissement des communes d'Angy, Balagny sur Thérain, Bury et Mouy, les Maires des communes d'ANGY, BURY, BALAGNY-SUR-THERAIN ET MOUY, le Chef du Service Départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Une copie de cet arrêté sera également notifiée à :

- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé, Délégation territoriale de l'Oise ;
- M. le Président du Conseil Général de l'Oise ;
- M. le Directeur Territorial de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie ;
- M. le Directeur Régional de l'Ecologie, de l'Aménagement et du Logement de Picardie.

A Beauvais, le 10 JAN. 2012

Pour le préfet
et par délégation
le secrétaire général


Patricia WILLAERT

148

169

ANNEXE 1 : Liste des micropolluants à mesurer lors de la campagne initiale en fonction de la taille de la station de traitement des eaux usées

Légende du tableau suivant :

1 : Les groupes de micropolluants sont indiqués en italique.

2 : Code Sandre du micropolluant : <http://sandre.eaufrance.fr/app/References/client.php>

3 : Correspondance avec la numérotation utilisée à l'annexe X de la DCE (Directive 2000/60/CE).

4 : N° UE : le nombre mentionné correspond au classement par ordre alphabétique issu de la communication de la Commission Européenne au Conseil du 22 juin 1982

| Famille | Substances ¹ | Code SANDRE ² | n°DCE ³ | n°76/464 ⁴ | LQ à atteindre par substance par les laboratoires prestataires en µg/l | STEU traitant une charge brute de pollution supérieure ou égale à 6000 kg DBO5/j | STEU traitant une charge brute de pollution supérieure ou égale à 600 kg DBO5/j |
|---|--|--------------------------|--------------------|-----------------------|--|--|---|
| Substances de l'état chimique DCE - Arrêté du 25 janvier 2010 - (dangereuses prioritaires DCE - et liste I de la directive 2006/11/CE) | | | | | | | |
| <i>HAP</i> | Anthracène | 1458 | 2 | 3 | 0,02 | X | X |
| <i>HAP</i> | Benzo (a) Pyrène | 1115 | 28 | | 0,01 | X | X |
| <i>HAP</i> | Benzo Fluoranthène (b) | 1116 | 28 | | 0,005 | X | X |
| <i>HAP</i> | Benzo Pérylène (g,h,i) | 1118 | 28 | | 0,005 | X | X |
| <i>HAP</i> | Benzo Fluoranthène (k) | 1117 | 28 | | 0,005 | X | X |
| <i>Métaux</i> | Cadmium (métal total) | 1388 | 6 | 12 | 2 | X | X |
| <i>Autres</i> | Chloroalcanes C ₁₀ -C ₁₃ | 1955 | 7 | | 5 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Endosulfan | 1743 | 14 | | 0,02 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | HCH | 5537 | 18 | | 0,02 | X | X |
| <i>Chlorobenzènes</i> | Hexachlorobenzène | 1199 | 16 | 83 | 0,01 | X | X |
| <i>COHV</i> | Hexachlorobutadiène | 1652 | 17 | 84 | 0,5 | X | X |

-150

| | | | | | | | |
|--|--------------------------|------|----|-----|-------|---|---|
| <i>HAP</i> | Indeno (1,2,3-cd) Pyrène | 1204 | 28 | | 0,005 | X | X |
| <i>Métaux</i> | Mercure (métal total) | 1387 | 21 | 92 | 0,5 | X | X |
| <i>Alkylphénols</i> | Nonylphénols | 5474 | 24 | | 0,3 | X | X |
| <i>Alkylphénols</i> | NP1OE | 6366 | | | 0,3 | X | X |
| <i>Alkylphénols</i> | NP2OE | 6369 | | | 0,3 | X | X |
| <i>Chlorobenzènes</i> | Pentachlorobenzène | 1888 | 26 | | 0,01 | X | X |
| <i>Organétains</i> | Tributylétain cation | 2879 | 30 | 115 | 0,02 | X | X |
| <i>COHV</i> | Tétrachlorure de carbone | 1276 | | 13 | 0,5 | X | X |
| <i>COHV</i> | Tétrachloroéthylène | 1272 | | 111 | 0,5 | X | X |
| <i>COHV</i> | Trichloroéthylène | 1286 | | 121 | 0,5 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Endrine | 1181 | | | 0,05 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Isodrine | 1207 | | | 0,05 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Aldrine | 1103 | | | 0,05 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Dieldrine | 1173 | | | 0,05 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | DDT 24' | 1147 | | | 0,05 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | DDT 44' | 1148 | | | | X | X |
| <i>Pesticides</i> | DDD 24' | 1143 | | | | X | X |
| <i>Pesticides</i> | DDD 44' | 1144 | | | | X | X |
| <i>Pesticides</i> | DDE 24' | 1145 | | | | X | X |
| <i>Pesticides</i> | DDE 44' | 1146 | | | | X | X |
| Substances de l'état chimique DCE - Arrêté du 25 janvier 2010 (Substances prioritaires DCE) | | | | | | | |
| <i>COHV</i> | 1,2 dichloroéthane | 1161 | 10 | 59 | 2 | X | X |
| <i>Chlorobenzènes</i> | 1,2,3 trichlorobenzène | 1630 | 31 | 117 | 0,2 | X | X |
| <i>Chlorobenzènes</i> | 1,2,4 trichlorobenzène | 1283 | 31 | 118 | 0,2 | X | X |
| <i>Chlorobenzènes</i> | 1,3,5 trichlorobenzène | 1629 | | 117 | 0,2 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Alachlore | 1101 | 1 | | 0,02 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Atrazine | 1107 | 3 | | 0,03 | X | X |
| <i>BTEX</i> | Benzène | 1114 | 4 | 7 | 1 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Chlorfenvinphos | 1464 | 8 | | 0,05 | X | X |
| <i>COHV</i> | Trichlorométhane | 1135 | 32 | 23 | 1 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Chlorpyrifos | 1083 | 9 | | 0,02 | X | X |
| <i>COHV</i> | Dichlorométhane | 1168 | 11 | 62 | 5 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Diuron | 1177 | 13 | | 0,05 | X | X |
| <i>HAP</i> | Fluoranthène | 1191 | 15 | | 0,01 | X | X |

-152

| | | | | | | | |
|--|---|------|----|-----|------|---|---|
| <i>Pesticides</i> | Isoproturon | 1208 | 19 | | 0,1 | X | X |
| <i>HAP</i> | Naphtalène | 1517 | 22 | 96 | 0.05 | X | X |
| <i>Métaux</i> | Nickel (métal total) | 1386 | 23 | | 10 | X | X |
| <i>Alkylphénols</i> | Octylphénols | 1959 | 25 | | 0,1 | X | X |
| <i>Alkylphénols</i> | OP1OE | 6370 | | | 0,1 | X | X |
| <i>Alkylphénols</i> | OP2OE | 6371 | | | 0,1 | X | X |
| <i>Chlorophénols</i> | Pentachlorophénol | 1235 | 27 | 102 | 0.1 | X | X |
| <i>Métaux</i> | Plomb (métal total) | 1382 | 20 | | 2 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Simazine | 1263 | 29 | | 0.03 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Trifluraline | 1289 | 33 | | 0,01 | X | X |
| <i>Autres</i> | Di(2-éthylhexyl)phtalate (DEHP) | 6616 | 12 | | 1 | X | X |
| Substances spécifiques de l'état écologique DCE - Arrêté du 25 janvier 2010 | | | | | | | |
| <i>Pesticides</i> | 2,4 D | 1141 | | | 0,1 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | 2,4 MCPA | 1212 | | | 0,05 | X | X |
| <i>Métaux</i> | Arsenic (métal total) | 1369 | | 4 | 5 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Chlortoluron | 1136 | | | 0,05 | X | X |
| <i>Métaux</i> | Chrome (métal total)s | 1389 | | 136 | 5 | X | X |
| <i>Métaux</i> | Cuivre (métal total) | 1392 | | 134 | 5 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Linuron | 1209 | | | 0,05 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Oxadiazon | 1667 | | | 0,03 | X | X |
| <i>Métaux</i> | Zinc (métal total) | 1383 | | 133 | 10 | X | X |
| Autres substances - Arrêté du 31 janvier 2008 | | | | | | | |
| <i>Anilines</i> | Aniline | 2605 | | | 50 | X | |
| <i>Autres</i> | AOX | 1106 | | | 10 | X | |
| <i>BTEX</i> | Ethylbenzène | 1497 | | 79 | 1 | X | |
| <i>BTEX</i> | Toluène | 1278 | | 112 | 1 | X | |
| <i>BTEX</i> | Xylènes (Somme o,m,p) | 1780 | | 129 | 2 | X | |
| <i>COHV</i> | Chlorure de vinyle | 1753 | | 128 | 5 | X | |
| <i>Autres</i> | Titane (métal total) | 1373 | | | 10 | X | |
| <i>Métaux</i> | Chrome hexavalent et composés (exprimé en tant que Cr VI) | 1371 | | | 10 | X | |
| <i>Métaux</i> | Fer (métal total) | 1393 | | | 25 | X | |

162

| | | | | | | | |
|--------------------|-------------------------------------|------|--|-------------|-------|--|---|
| <i>Métaux</i> | Etain (métal total) | 1380 | | | | | X |
| | | | | | 5 | | |
| <i>Métaux</i> | Manganèse (métal total) | 1394 | | | 5 | | X |
| <i>Métaux</i> | Aluminium (métal total) | 1370 | | | 20 | | X |
| <i>Métaux</i> | Antimoine (métal total) | 1376 | | | 5 | | X |
| <i>Métaux</i> | Cobalt (métal total) | 1379 | | | 3 | | X |
| <i>Organétains</i> | Dibutylétain cation | 7074 | | 49,50,51 | 0.02 | | X |
| <i>Organétains</i> | Monobutylétain cation | 2542 | | | 0.02 | | X |
| <i>Organétains</i> | Triphénylétain cation | 6372 | | 125,126,127 | 0.02 | | X |
| <i>PCB</i> | PCB 28 | 1239 | | 101 | 0,005 | | X |
| <i>PCB</i> | PCB 52 | 1241 | | | 0,005 | | X |
| <i>PCB</i> | PCB 101 | 1242 | | | 0,005 | | X |
| <i>PCB</i> | PCB 118 | 1243 | | | 0,005 | | X |
| <i>PCB</i> | PCB 138 | 1244 | | | 0,005 | | X |
| <i>PCB</i> | PCB 153 | 1245 | | | 0,005 | | X |
| <i>PCB</i> | PCB 180 | 1246 | | | 0,005 | | X |
| <i>Pesticides</i> | Chlordane | 1132 | | | 0,01 | | X |
| <i>Pesticides</i> | Chlordécone | 1866 | | | 0,15 | | X |
| <i>Pesticides</i> | Heptachlore | 1197 | | | 0,02 | | X |
| <i>Pesticides</i> | Mirex | 5438 | | | 0,05 | | X |
| <i>Pesticides</i> | Toxaphène | 1279 | | | 0,05 | | X |
| <i>Autres</i> | Hexabromobiphényle | 1922 | | | 0,02 | | X |
| <i>Autres</i> | Hydrazine | 6323 | | | 100 | | X |
| <i>Autres</i> | Hydrocarbures | 7009 | | | 50 | | X |
| <i>Autres</i> | Méthanol | 2052 | | | 10000 | | X |
| <i>Autres</i> | Indice phénol | 1440 | | | 25 | | X |
| <i>Autres</i> | Sulfates | 1338 | | | 10000 | | X |
| <i>Autres</i> | Fluorures totaux | 7073 | | | 170 | | X |
| <i>Autres</i> | Cyanures | 1390 | | | 50 | | X |
| <i>Autres</i> | Chlorures | 1337 | | | 10000 | | X |
| <i>Pesticides</i> | Lindane | 1203 | | | 0.02 | | X |
| <i>Autres</i> | Sulfonate de perfluorooctane (SPFO) | 6560 | | | 0.05 | | X |

163

ANNEXE 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses

Cette annexe a pour but de préciser les prescriptions techniques qui doivent être respectées pour la réalisation des opérations de prélèvements et d'analyses de micropolluants dangereux dans l'eau.

1 OPERATIONS DE PRELEVEMENT

Les opérations de prélèvement et d'échantillonnage devront s'appuyer sur les normes ou les guides en vigueur, ce qui implique à ce jour le respect de :

- la norme NF EN ISO 5667-3 "Qualité de l'eau – Echantillonnage - Partie 3 : Lignes directrices pour la conservation et la manipulation des échantillons d'eau"
- le guide FD T 90-523-2 « Qualité de l'Eau – Guide de prélèvement pour le suivi de qualité des eaux dans l'environnement – Prélèvement d'eau résiduaire »

Les points essentiels de ces référentiels techniques sont détaillés ci-après en ce qui concerne les conditions générales de prélèvement, la mesure de débit en continu, le prélèvement continu sur 24 heures à température contrôlée, l'échantillonnage et la réalisation de blancs de prélèvements.

1.1 CONDITIONS GENERALES DU PRELEVEMENT

- Le volume prélevé devra être représentatif des conditions de fonctionnement habituelles de l'installation de traitement des eaux usées et conforme avec les quantités nécessaires pour réaliser les analyses sous accréditation.
- En cas d'intervention de l'exploitant ou d'un sous-traitant pour le prélèvement, le nombre, le volume unitaire, le flaconnage, la préservation éventuelle et l'identification des échantillons seront obligatoirement définis par le prestataire d'analyse et communiqués au préleveur. Le laboratoire d'analyse fournira les flaconnages (prévoir des flacons supplémentaires pour les blancs du système de prélèvement).
- Les échantillons seront répartis dans les différents flacons fournis par le laboratoire selon les prescriptions des méthodes officielles en vigueur, spécifiques aux micropolluants à analyser et/ou à la norme NF EN ISO 5667-3¹.
- Le prélèvement doit être adressé afin d'être réceptionné par le laboratoire d'analyse au plus tard 24 heures après la fin du prélèvement.

1.2 PRELEVEMENT CONTINU SUR 24 HEURES A TEMPERATURE CONTROLEE

Ce type de prélèvement nécessite du matériel spécifique permettant de constituer un échantillon pondéré en fonction du débit.

Les matériels permettant la réalisation d'un prélèvement automatisé en fonction du débit ou du volume écoulé, sont :

- Soit des échantillonneurs monoflacons fixes ou portatifs, constituant un seul échantillon moyen sur toute la période considérée.
- Soit des échantillonneurs multiflacons fixes ou portatifs, constituant plusieurs échantillons (en général 4, 6, 12 ou 24) pendant la période considérée. Si ce type d'échantillonneurs est mis en œuvre, les échantillons devront être homogénéisés pour constituer l'échantillon moyen avant transfert dans les flacons destinés à l'analyse.

Les échantillonneurs utilisés devront maintenir les échantillons à une température de 5°C ± 3°C pendant toute la période considérée.

¹ La norme NF EN ISO 5667-3 est un Guide de Bonne Pratique. Quand des différences existent entre la norme NF EN ISO 5667-3 et la norme analytique spécifique à la micropolluant, c'est toujours les prescriptions de la norme analytique qui prévalent.

Les échantillonneurs automatiques constitueront un échantillon moyen proportionnel au débit recueilli dans un flacon en verre ayant subi une étape de nettoyage préalable :

- nettoyage grossier à l'eau,
- puis nettoyage avec du détergent alcalin puis à l'eau acidifiée (acide acétique à 80 %, dilué au ¼) - nettoyage en machine possible,
- complété par un rinçage au solvant de qualité pour analyse de résidus (acétone ultrapur),
- et enfin un triple rinçage à l'eau exempte de micropolluants.

L'échantillonneur doit être nettoyé avant chaque campagne de prélèvement. L'échantillonneur sera connecté à un tuyau en Téflon® de diamètre intérieur supérieur à 9 mm, qu'il est nécessaire de nettoyer – cf ci-avant – avant chaque campagne de prélèvement. Dans le cas d'un bol d'aspiration (bol en verre recommandé), il faut nettoyer le bol avec une technique équivalente à celle appliquée au récipient collecteur. Avant la mise en place d'un tuyau neuf, il est indispensable de le laver abondamment à l'eau exempte de micropolluants (deminéralisée) pendant plusieurs heures. Il est fortement recommandé de dédier du flaconnage et du matériel de prélèvement bien précis à chaque point de prélèvement.

Un contrôle métrologique de l'appareil de prélèvement doit être réalisé périodiquement sur les points suivants (recommandations du guide FD T 90-523-2) :

- Justesse et répétabilité du volume prélevé (volume minimal : 50 ml, écart toléré entre volume théorique et réel 5%)
- Vitesse de circulation de l'effluent dans les tuyaux supérieure ou égale à 0,5 m/s

Un contrôle des matériaux et des organes de l'échantillonneur seront à réaliser (voir blanc de système de prélèvement). Dans le cas de systèmes d'échantillonnage comprenant des pompes péristaltiques, le remplacement du tuyau d'écrasement en silicone sera effectué dans le cas où celui-ci serait abrasé.

Le positionnement de la prise d'effluent devra respecter les points suivants :

- être dans une zone turbulente ;
- se situer à mi-hauteur de la colonne d'eau ;
- se situer à une distance suffisante des parois pour éviter une contamination des échantillons par les dépôts ou les biofilms qui s'y développent ;
- être dans une zone où il y a toujours de l'eau présenté ;
- éviter de prélever dans un poste de relèvement compte-tenu de la décantation. Si c'est le cas, positionner l'extrémité du tuyau sous le niveau minimum et hors du dépôt de fond.

1.3 ECHANTILLON

La représentativité de l'échantillon est difficile à obtenir dans le cas du fractionnement de certaines eaux résiduaires en raison de leur forte hétérogénéité, de leur forte teneur en MES ou en matières flottantes. L'utilisation d'un système d'homogénéisation mécanique est vivement recommandée dès lors que le volume de l'échantillon du récipient collecteur à répartir dans les flacons destinés aux laboratoires de chimie est supérieur à 5 litres. Le système d'homogénéisation ne devra pas modifier l'échantillon, pour cela il est recommandé d'utiliser une pale Téflon® ne créant pas de phénomène de vortex).

La répartition du contenu de l'échantillon moyen 24 heures dans les flacons destinés aux laboratoires d'analyse sera réalisée à partir du flacon de collecte préalablement bien homogénéisé, voire maintenu sous agitation. Les flacons sans stabilisant seront rincés deux fois. Puis un remplissage par tiers de chaque flacon destiné aux laboratoires est vivement recommandé. Attention : Les bouchons des flacons ne doivent pas être interchangés en raison des lavages et prétraitement préalablement reçus.

Le conditionnement des échantillons devra être réalisé dans des contenants conformes aux méthodes officielles en vigueur, spécifiques aux micropolluants à analyser et/ou à la norme NF EN ISO 5667-31.

Le plus grand soin doit être accordé à l'emballage et la protection des échantillons en flaconnage verre afin d'éviter toute casse dans le cas d'envoi par transporteur. L'usage de plastique à bulles, d'une alternance flacon verre / flacon plastique ou de mousse est vivement recommandé. De plus, ces protections sont à placer dans l'espace vide compris entre le haut des flacons et le couvercle de chaque glacière pour limiter la casse en cas de retournement des glacières. La fermeture des glacières peut être confortée avec un papier adhésif.

Le transport des échantillons vers le laboratoire devra être effectué dans une enceinte maintenue à une température égale à $5^{\circ}\text{C} \pm 3^{\circ}\text{C}$, et être accompli dans les 24 heures qui suivent la fin du prélèvement, afin de garantir l'intégrité des échantillons.

La température de l'enceinte ou des échantillons sera contrôlée à l'arrivée au laboratoire et indiquée dans le rapportage relatif aux analyses.

1.4 BLANCS DE PRELEVEMENT

Blanc du système de prélèvement :

Le blanc de système de prélèvement est destiné à vérifier l'absence de contamination liée aux matériaux (flacons, tuyaux) utilisés ou de contamination croisée entre prélèvements successifs. Il appartient au préleveur de mettre en œuvre les dispositions permettant de démontrer l'absence de contamination. La transmission des résultats vaut validation et l'exploitant sera donc réputé émetteur de toutes les micropolluants retrouvées dans son rejet, aux teneurs correspondantes. Il lui appartiendra donc de contrôler cette absence de contamination avant transmission des résultats.

Si un blanc du système de prélèvement est réalisé, il devra être fait obligatoirement sur une durée de 3 heures minimum. Il pourra être réalisé en laboratoire en faisant circuler de l'eau exempte de micropolluants dans le système de prélèvement.

Les critères d'acceptation et de prise en compte du blanc seront les suivants :

- Les valeurs du blanc seront mentionnées dans le rapport d'analyse et en aucun cas soustraites des résultats de l'effluent.
- Dans le cas d'une valeur du blanc est supérieure à l'incertitude de mesure attachée au résultat : la présence d'une contamination est avérée. Les résultats d'analyse ne seront pas considérés comme valides. Un nouveau prélèvement et une nouvelle analyse devront être réalisés dans ce cas.

2 ANALYSES

Toutes les procédures analytiques doivent être démarrées si possible dans les 24h et en tout état de cause 48 heures au plus tard après la fin du prélèvement.

Toutes les analyses doivent rendre compte de la totalité de l'échantillon (effluent brut, MES comprises) en respectant les dispositions relatives au traitement des MES reprises ci-dessous, hormis pour les diphenyléthers polybromés.

Dans le cas des métaux, l'analyse demandée est une détermination de la concentration en métal total contenu dans l'effluent (aucune filtration), obtenue après digestion de l'échantillon selon la norme suivante :

- Norme ISO 15587-1 "Qualité de l'eau Digestion pour la détermination de certains éléments dans l'eau Partie 1 : digestion à l'eau régale"

Pour le mercure, l'étape de digestion complète sans filtration préalable est décrite dans les normes analytiques spécifiques à cet élément.

Dans le cas des paramètres suivants, les méthodes listées ci-dessous seront mises en œuvre :

| Paramètre | Méthode |
|---|---|
| COT | NF EN 1484 |
| Hydrocarbures totaux | Somme des résultats fourni par l'application des normes : NF EN ISO 9377-2 XPT 90-124 |
| Phénols (en tant que C total) indice phénol | NF T90-109 ou NF EN ISO 14402 |
| AOX | NF EN ISO 9562 |
| Cyanures totaux | NF T90-107 ou NF EN ISO 14403 |

Ceci est justifié par le fait que ces paramètres ne correspondent pas à des micropolluants définis de manière univoque, mais à des indicateurs globaux dont la valeur est définie par le protocole de mesure lui-même. La continuité des résultats de mesure et leur interprétation dans le temps nécessite donc l'utilisation de méthodes strictement identiques quels que soient la STEU considérée et le moment de la mesure.

Dans le cas des alkylphénols, il est demandé de rechercher simultanément les nonylphénols, les octylphénols ainsi que les deux premiers homologues d'éthoxylates² de nonylphénols (NP1OE et NP2OE) et les deux premiers homologues d'éthoxylates³ d'octylphénols (OP1OE et OP2OE). La recherche des éthoxylates peut être effectuée conjointement à celle des nonylphénols et des octylphénols par l'utilisation du projet de norme ISO/DIS 18857-2.

Les paramètres de suivi habituel de la station de traitement des eaux usées, à savoir la DCO (Demande Chimique en Oxygène), ou la DBO5 (Demande Biochimique en Oxygène en 5 jours) ou le COT (Carbone Organique Total), ainsi que les formes minérales de l'azote (NH_4^+ et NO_3^-) et du phosphore (PO_4^{3-}) en fonction de l'arrêté préfectoral en vigueur, et les MES (Matières en Suspension) seront analysés systématiquement dans chaque effluent selon les normes en vigueur afin de vérifier la représentativité de l'activité de l'établissement le jour de la mesure.

Les performances analytiques à atteindre pour les eaux résiduaires sont indiquées dans l'annexe 1.

2 Les éthoxylates de nonylphénols et d'octylphénols constituent à terme une source indirecte de nonylphénols et d'octylphénols dans l'environnement

3 ISO/DIS 18857-2 : Qualité de l'eau - Dosage d'alkylphénols sélectionnés- Partie 2 : Détermination des alkylphénols, d'éthoxylates d'alkylphénol et bisphénol A - Méthode pour échantillons non filtrés en utilisant l'extraction sur phase solide et chromatographie en phase gazeuse avec détection par spectrométrie de masse après dérivation.

156

154



PREFET DE L'OISE

**ARRETE PREFECTORAL
PORTANT COMPLEMENT A L'AUTORISATION ACCORDEE PAR ARRETE PREFECTORAL
3 MAI 2002 AU TITRE DE L'ARTICLE L 214-3
DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

**CONCERNANT LA SURVEILLANCE DE LA PRESENCE DE MICROPOLLUANTS
DE LA STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE MERU**

**COMMUNES DE AMBLAINVILLE, ANDEVILLE, BORNEL, ESCHEs, FOSSEUSE, MERU
ET PUISEUX LE HAUBERGER**

DOSSIER N° 60-2011-00092

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'Environnement ;

VU l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU l'arrêté du 20 novembre 2009 du préfet coordonnateur de bassin approuvant le SDAGE du Bassin Seine Normandie ;

VU l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 mai 2002 autorisant la station de traitement des eaux usées de MERU ;

VU l'arrêté du 10 mai 1999 relatif au plan d'épandage des boues ;

VU l'avis favorable du 8 décembre 2011 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ;

VU l'avis du 20 décembre 2011 du pétitionnaire concernant le projet du présent arrêté qui lui a été transmis ;

CONSIDERANT l'objectif de retour au bon état pour les masses d'eau dégradées au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) ;

CONSIDERANT qu'il importe de quantifier l'évolution des pressions sur les milieux aquatiques, notamment pour ce qui concerne les émissions de substances prioritaires et dangereuses prioritaires au sens de la DCE pour lesquelles des objectifs globaux ont été définis au niveau national.

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires ;

ARRETE

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1 : Surveillance de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées vers les milieux aquatiques

Le Syndicat mixte d'Assainissement des Sablons bénéficiaire de l'autorisation est tenu de mettre en place une surveillance de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées au milieu naturel par son installation dans les conditions définies ci-dessous.

Le Syndicat mixte d'Assainissement des Sablons doit procéder ou faire procéder dans le courant de l'année 2012 à une série de 4 mesures permettant de quantifier les concentrations des micropolluants mentionnés en annexe 1 dans les eaux rejetées par la station au milieu naturel. Ces mesures constituent la campagne initiale de recherche.

Un rapport annexé au bilan des contrôles de fonctionnement du système d'assainissement, prévu à l'article 17 de l'arrêté du 22 juin 2007, comprend l'ensemble des résultats des mesures indiquées ci-avant. Ce rapport doit notamment permettre de vérifier le respect des prescriptions techniques analytiques prévues à l'annexe 2.

Le Syndicat mixte d'Assainissement des Sablons poursuit ou fait poursuivre les mesures au cours des années suivantes, selon le nombre prévu dans le tableau ci-dessous, au titre de la surveillance régulière, pour les micropolluants dont la présence est considérée comme significative.

| Capacité nominale de traitement kg DBO5/j | >=600 et <1800 | >= 1800 et <3000 | >= 3000 et <12000 | >= 12000 et <18000 | >= 18000 |
|---|----------------|------------------|-------------------|--------------------|----------|
| Nombre de mesures par année | 3 | 4 | 6 | 8 | 10 |

Sont considérés comme non significatifs, les micropolluants de la liste ci-dessous mesurés lors de la campagne initiale et présentant l'une des caractéristiques suivantes :

- Toutes les concentrations mesurées pour le micropolluant sont strictement inférieures à la limite de quantification LQ définie dans le tableau ci-dessous pour cette substance
- Toutes les concentrations mesurées pour le micropolluant sont inférieures à 10*NQE prévues dans l'arrêté du 25 janvier 2010 ou, pour celles n'y figurant pas, dans l'arrêté du 20 avril 2005, et tous les flux journaliers calculés pour le micropolluant sont inférieurs à 10% du flux journalier théorique admissible par le milieu récepteur. Ces deux conditions devant être réunies simultanément.
- Lorsque les arrêtés du 25 janvier 2010 ou du 20 avril 2005 ne définissent pas de NQE pour le micropolluant: les flux estimés sont inférieurs aux seuils de déclaration dans l'eau prévus par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

Le débit d'étiage de référence retenu pour la détermination des micropolluants classés non significatifs est : 0,13 m3/s.

-158-

-159-

Tous les trois ans, l'une des mesures de la surveillance régulière quantifie l'ensemble des micropolluants indiqués dans la liste ci-dessous. La surveillance régulière doit être actualisée l'année suivant cette mesure en fonction de son résultat et des résultats de la surveillance régulière antérieure selon les principes détaillés au paragraphe précédent.

L'ensemble des mesures de micropolluants prévues aux paragraphes ci-dessus sont réalisées conformément aux prescriptions techniques de l'annexe 2. Les limites de quantification minimales à atteindre par les laboratoires pour chaque molécule sont précisées en annexe 1.

Article 2 : Transmission

Les résultats des mesures relatives aux micropolluants reçus durant le mois N, sont transmis dans le courant du mois N+1 au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau dans le cadre de la transmission régulière des données d'autosurveillance effectuée dans le cadre du format informatique relatif aux échanges des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement du Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau (Sandre).

La liste des micropolluants à mesurer se trouve en annexe 1.

Titre II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 3 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations ou de faire les déclarations requises par d'autres réglementations.

Article 5 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes du présent arrêté sera publié à la diligence des services de la Préfecture de l'Oise, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Une copie du présent arrêté sera transmise pour information au conseil municipal des communes d'AMBLAINVILLE, ANDEVILLE, BORNEL, ESCHES, FOSSEUSE, MERU ET PUISEUX LE HAUBERGER.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies concernées pendant une durée minimale d'un mois.

Le présent arrêté sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de l'Oise pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 6 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification et par les tiers dans un délai d'un an à compter de sa publication ou son affichage en mairie des communes d'AMBLAINVILLE, ANDEVILLE, BORNEL, ESCHES, FOSSEUSE, MERU ET PUISEUX LE HAUBERGER, dans les conditions définies à l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

Article 7 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Oise, le Sous-Préfet de l'arrondissement de Senlis, le Directeur Départemental des Territoires de l'Oise, le Syndicat Mixte d'Assainissement des Sablons, les Maires des communes d'AMBLAINVILLE, ANDEVILLE, BORNEL, ESCHES, FOSSEUSE, MERU et PUISEUX LE HAUBERGER, le Chef du Service Départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Une copie de cet arrêté sera également notifiée à :

- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé, Délégation territoriale de l'Oise ;
- M. le Président du Conseil Général de l'Oise ;
- M. le Directeur Territorial de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie ;
- M. le Directeur Régional de l'Ecologie, de l'Aménagement et du Logement de Picardie.

A Beauvais, le 13 JAN. 2012

Pour le préfet
et par délégation
le secrétaire général

Patricia WILLAERT

[Signature]

[Signature]

ANNEXE 1 : Liste des micropolluants à mesurer lors de la campagne initiale en fonction de la taille de la station de traitement des eaux usées

Légende du tableau suivant :

1 : Les groupes de micropolluants sont indiqués en italique.

2 : Code Sandre du micropolluant : <http://sandre.eaufrance.fr/app/References/client.php>

3 : Correspondance avec la numérotation utilisée à l'annexe X de la DCE (Directive 2000/60/CE).

4 : N° UE : le nombre mentionné correspond au classement par ordre alphabétique issu de la communication de la Commission Européenne au Conseil du 22 juin 1982

| Famille | Substances ¹ | Code SANDRE ² | n°DCE ³ | n°76/464 ⁴ | LQ à atteindre par substance par les laboratoires prestataires en µg/l | STEU traitant une charge brute de pollution supérieure ou égale à 6000 kg DBO5/j | STEU traitant une charge brute de pollution supérieure ou égale à 6000 kg DBO5/j et inférieure à 6000 kg DBO5/j |
|---|---|--------------------------|--------------------|-----------------------|--|--|---|
| Substances de l'état chimique DCE - Arrêté du 25 janvier 2010 - (dangereuses prioritaires DCE - et liste I de la directive 2006/11/CE) | | | | | | | |
| <i>HAP</i> | Anthracène | 1458 | 2 | 3 | 0,02 | X | X |
| <i>HAP</i> | Benzo (a) Pyrène | 1115 | 28 | | 0,01 | X | X |
| <i>HAP</i> | Benzo Fluoranthène (b) | 1116 | 28 | | 0,005 | X | X |
| <i>HAP</i> | Benzo Pérylène (g,h,i) | 1118 | 28 | | 0,005 | X | X |
| <i>HAP</i> | Benzo Fluoranthène (k) | 1117 | 28 | | 0,005 | X | X |
| <i>Métaux</i> | Cadmium (métal total) | 1388 | 6 | 12 | 2 | X | X |
| <i>Autres</i> | Chloroalcane C ₁₀ -C ₁₃ | 1955 | 7 | | 5 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Endosulfan | 1743 | 14 | | 0,02 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | HCH | 5537 | 18 | | 0,02 | X | X |
| <i>Chlorobenzènes</i> | Hexachlorobenzène | 1199 | 16 | 83 | 0,01 | X | X |
| <i>COHV</i> | Hexachlorobutadiène | 1652 | 17 | 84 | 0,5 | X | X |

- 162

| | | | | | | | |
|--|--------------------------|------|----|-----|-------|---|---|
| <i>HAP</i> | Indeno (1,2,3-cd) Pyrène | 1204 | 28 | | 0,005 | X | X |
| <i>Métaux</i> | Mercure (métal total) | 1387 | 21 | 92 | 0,5 | X | X |
| <i>Alkylphénols</i> | Nonylphénols | 5474 | 24 | | 0,3 | X | X |
| <i>Alkylphénols</i> | NP1OE | 6366 | | | 0,3 | X | X |
| <i>Alkylphénols</i> | NP2OE | 6369 | | | 0,3 | X | X |
| <i>Chlorobenzènes</i> | Pentachlorobenzène | 1888 | 26 | | 0,01 | X | X |
| <i>Organétains</i> | Tributylétain cation | 2879 | 30 | 115 | 0,02 | X | X |
| <i>COHV</i> | Tétrachlorure de carbone | 1276 | | 13 | 0,5 | X | X |
| <i>COHV</i> | Tétrachloroéthylène | 1272 | | 111 | 0,5 | X | X |
| <i>COHV</i> | Trichloroéthylène | 1286 | | 121 | 0,5 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Endrine | 1181 | | | 0,05 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Isodrine | 1207 | | | 0,05 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Aldrine | 1103 | | | 0,05 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Dieldrine | 1173 | | | 0,05 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | DDT 24' | 1147 | | | 0,05 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | DDT 44' | 1148 | | | | X | X |
| <i>Pesticides</i> | DDD 24' | 1143 | | | | X | X |
| <i>Pesticides</i> | DDD 44' | 1144 | | | | X | X |
| <i>Pesticides</i> | DDE 24' | 1145 | | | | X | X |
| <i>Pesticides</i> | DDE 44' | 1146 | | | | X | X |
| Substances de l'état chimique DCE - Arrêté du 25 janvier 2010 (Substances prioritaires DCE) | | | | | | | |
| <i>COHV</i> | 1,2 dichloroéthane | 1161 | 10 | 59 | 2 | X | X |
| <i>Chlorobenzènes</i> | 1,2,3 trichlorobenzène | 1630 | 31 | 117 | 0,2 | X | X |
| <i>Chlorobenzènes</i> | 1,2,4 trichlorobenzène | 1283 | 31 | 118 | 0,2 | X | X |
| <i>Chlorobenzènes</i> | 1,3,5 trichlorobenzène | 1629 | | 117 | 0,2 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Alachlore | 1101 | 1 | | 0,02 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Atrazine | 1107 | 3 | | 0,03 | X | X |
| <i>BTEX</i> | Benzène | 1114 | 4 | 7 | 1 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Chlorfenvinphos | 1464 | 8 | | 0,05 | X | X |
| <i>COHV</i> | Trichlorométhane | 1135 | 32 | 23 | 1 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Chlorpyrifos | 1083 | 9 | | 0,02 | X | X |
| <i>COHV</i> | Dichlorométhane | 1168 | 11 | 62 | 5 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Diuron | 1177 | 13 | | 0,05 | X | X |
| <i>HAP</i> | Fluoranthène | 1191 | 15 | | 0,01 | X | X |

- 163

| | | | | | | | |
|--|---|------|-----|-----|------|---|---|
| <i>Pesticides</i> | Isoproturon | 1208 | 19 | | 0,1 | X | X |
| <i>HAP</i> | Naphtalène | 1517 | 22 | 96 | 0.05 | X | X |
| <i>Métaux</i> | Nickel (métal total) | 1386 | 23 | | 10 | X | X |
| <i>Alkylphénols</i> | Octylphénols | 1959 | 25 | | 0,1 | X | X |
| <i>Alkylphénols</i> | OP1OE | 6370 | | | 0,1 | X | X |
| <i>Alkylphénols</i> | OP2OE | 6371 | | | 0,1 | X | X |
| <i>Chlorophénols</i> | Pentachlorophénol | 1235 | 27 | 102 | 0.1 | X | X |
| <i>Métaux</i> | Plomb (métal total) | 1382 | 20 | | 2 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Simazine | 1263 | 29 | | 0.03 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Trifluraline | 1289 | 33 | | 0,01 | X | X |
| <i>Autres</i> | Di(2-éthylhexyl)phthalate (DEHP) | 6616 | 12 | | | X | X |
| | | | | | 1 | | |
| Substances spécifiques de l'état écologique DCE - Arrêté du 25 janvier 2010 | | | | | | | |
| <i>Pesticides</i> | 2,4 D | 1141 | | | 0,1 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | 2,4 MCPA | 1212 | | | 0,05 | X | X |
| <i>Métaux</i> | Arsenic (métal total) | 1369 | | 4 | 5 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Chlortoluron | 1136 | | | 0,05 | X | X |
| <i>Métaux</i> | Chrome (métal total)s | 1389 | | 136 | 5 | X | X |
| <i>Métaux</i> | Cuivre (métal total) | 1392 | | 134 | 5 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Linuron | 1209 | | | 0,05 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Oxadiazon | 1667 | | | 0,03 | X | X |
| <i>Métaux</i> | Zinc (métal total) | 1383 | | 133 | 10 | X | X |
| Autres substances - Arrêté du 31 janvier 2008 | | | | | | | |
| <i>Anilines</i> | Aniline | 2605 | | | 50 | X | |
| <i>Autres</i> | AOX | 1106 | | | 10 | X | |
| <i>BTEX</i> | Ethylbenzène | 1497 | 79 | | 1 | X | |
| <i>BTEX</i> | Toluène | 1278 | 112 | | 1 | X | |
| <i>BTEX</i> | Xylènes (Somme o,m,p) | 1780 | 129 | | 2 | X | |
| <i>COHV</i> | Chlorure de vinyle | 1753 | | 128 | 5 | X | |
| <i>Autres</i> | Titane (métal total) | 1373 | | | 10 | X | |
| <i>Métaux</i> | Chrome hexavalent et composés (exprimé en tant que Cr VI) | 1371 | | | 10 | X | |
| <i>Métaux</i> | Fer (métal total) | 1393 | | | 25 | X | |

- 166

| | | | | | | | |
|--------------------|-------------------------------------|------|--|-------------|-------|--|---|
| <i>Métaux</i> | Etain (métal total) | 1380 | | | | | X |
| | | | | | 5 | | |
| <i>Métaux</i> | Manganèse (métal total) | 1394 | | | 5 | | X |
| <i>Métaux</i> | Aluminium (métal total) | 1370 | | | 20 | | X |
| <i>Métaux</i> | Antimoine (métal total) | 1376 | | | 5 | | X |
| <i>Métaux</i> | Cobalt (métal total) | 1379 | | | 3 | | X |
| <i>Organétains</i> | Dibutylétain cation | 7074 | | 49,50,51 | 0.02 | | X |
| <i>Organétains</i> | Monobutylétain cation | 2542 | | | 0.02 | | X |
| <i>Organétains</i> | Triphénylétain cation | 6372 | | 125,126,127 | 0.02 | | X |
| <i>PCB</i> | PCB 28 | 1239 | | 101 | 0,005 | | X |
| <i>PCB</i> | PCB 52 | 1241 | | | 0,005 | | X |
| <i>PCB</i> | PCB 101 | 1242 | | | 0,005 | | X |
| <i>PCB</i> | PCB 118 | 1243 | | | 0,005 | | X |
| <i>PCB</i> | PCB 138 | 1244 | | | 0,005 | | X |
| <i>PCB</i> | PCB 153 | 1245 | | | 0,005 | | X |
| <i>PCB</i> | PCB 180 | 1246 | | | 0,005 | | X |
| <i>Pesticides</i> | Chlordane | 1132 | | | 0,01 | | X |
| <i>Pesticides</i> | Chlordécone | 1866 | | | 0,15 | | X |
| <i>Pesticides</i> | Heptachlore | 1197 | | | 0,02 | | X |
| <i>Pesticides</i> | Mirex | 5438 | | | 0,05 | | X |
| <i>Pesticides</i> | Toxaphène | 1279 | | | 0,05 | | X |
| <i>Autres</i> | Hexabromobiphényle | 1922 | | | 0,02 | | X |
| <i>Autres</i> | Hydrazine | 6323 | | | 100 | | X |
| <i>Autres</i> | Hydrocarbures | 7009 | | | 50 | | X |
| <i>Autres</i> | Méthanol | 2052 | | | 10000 | | X |
| <i>Autres</i> | Indice phénol | 1440 | | | 25 | | X |
| <i>Autres</i> | Sulfates | 1338 | | | 10000 | | X |
| <i>Autres</i> | Fluorures totaux | 7073 | | | 170 | | X |
| <i>Autres</i> | Cyanures | 1390 | | | 50 | | X |
| <i>Autres</i> | Chlorures | 1337 | | | 10000 | | X |
| <i>Pesticides</i> | Lindane | 1203 | | | 0,02 | | X |
| <i>Autres</i> | Sulfonate de perfluorooctane (SPFO) | 6560 | | | 0.05 | | X |

- 165

ANNEXE 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses

Cette annexe a pour but de préciser les prescriptions techniques qui doivent être respectées pour la réalisation des opérations de prélèvements et d'analyses de micropolluants dangereuses dans l'eau.

I OPERATIONS DE PRELEVEMENT

Les opérations de prélèvement et d'échantillonnage devront s'appuyer sur les normes ou les guides en vigueur, ce qui implique à ce jour le respect de :

- la norme NF EN ISO 5667-3 "Qualité de l'eau – Echantillonnage - Partie 3 : Lignes directrices pour la conservation et la manipulation des échantillons d'eau"
- le guide FD T 90-523-2 « Qualité de l'Eau – Guide de prélèvement pour le suivi de qualité des eaux dans l'environnement – Prélèvement d'eau résiduaire »

Les points essentiels de ces référentiels techniques sont détaillés ci-après en ce qui concerne les conditions générales de prélèvement, la mesure de débit en continu, le prélèvement continu sur 24 heures à température contrôlée, l'échantillonnage et la réalisation de blancs de prélèvements.

1.1 CONDITIONS GENERALES DU PRELEVEMENT

- Le volume prélevé devra être représentatif des conditions de fonctionnement habituelles de l'installation de traitement des eaux usées et conforme avec les quantités nécessaires pour réaliser les analyses sous accréditation.
- En cas d'intervention de l'exploitant ou d'un sous-traitant pour le prélèvement, le nombre, le volume unitaire, le flaconnage, la préservation éventuelle et l'identification des échantillons seront obligatoirement définis par le prestataire d'analyse et communiqués au préleveur. Le laboratoire d'analyse fournira les flaconnages (prévoir des flacons supplémentaires pour les blancs du système de prélèvement).
- Les échantillons seront répartis dans les différents flacons fournis par le laboratoire selon les prescriptions des méthodes officielles en vigueur, spécifiques aux micropolluants à analyser et/ou à la norme NF EN ISO 5667-3¹.
- Le prélèvement doit être adressé afin d'être réceptionné par le laboratoire d'analyse au plus tard 24 heures après la fin du prélèvement.

1.2 PRELEVEMENT CONTINU SUR 24 HEURES A TEMPERATURE CONTROLEE

Ce type de prélèvement nécessite du matériel spécifique permettant de constituer un échantillon pondéré en fonction du débit.

Les matériels permettant la réalisation d'un prélèvement automatisé en fonction du débit ou du volume écoulé, sont :

- Soit des échantillonneurs monoflacons fixes ou portatifs, constituant un seul échantillon moyen sur toute la période considérée.
- Soit des échantillonneurs multiflacons fixes ou portatifs, constituant plusieurs échantillons (en général 4, 6, 12 ou 24) pendant la période considérée. Si ce type d'échantillonneurs est mis en œuvre, les échantillons devront être homogénéisés pour constituer l'échantillon moyen avant transfert dans les flacons destinés à l'analyse.

Les échantillonneurs utilisés devront maintenir les échantillons à une température de $5^{\circ}\text{C} \pm 3^{\circ}\text{C}$ pendant toute la période considérée.

¹ La norme NF EN ISO 5667-3 est un Guide de Bonne Pratique. Quand des différences existent entre la norme NF EN ISO 5667-3 et la norme analytique spécifique à la micropolluant, c'est toujours les prescriptions de la norme analytique qui prévalent.

Les échantillonneurs automatiques constitueront un échantillon moyen proportionnel au débit recueilli dans un flacon en verre ayant subi une étape de nettoyage préalable :

- nettoyage grossier à l'eau,
- puis nettoyage avec du détergent alcalin puis à l'eau acidifiée (acide acétique à 80 %, dilué au ¼) - nettoyage en machine possible,
- complété par un rinçage au solvant de qualité pour analyse de résidus (acétone ultrapur),
- et enfin un triple rinçage à l'eau exempte de micropolluants.

L'échantillonneur doit être nettoyé avant chaque campagne de prélèvement. L'échantillonneur sera connecté à un tuyau en Téflon® de diamètre intérieur supérieur à 9 mm, qu'il est nécessaire de nettoyer – cf ci-avant – avant chaque campagne de prélèvement. Dans le cas d'un bol d'aspiration (bol en verre recommandé), il faut nettoyer le bol avec une technique équivalente à celle appliquée au récipient collecteur. Avant la mise en place d'un tuyau neuf, il est indispensable de le laver abondamment à l'eau exempte de micropolluants (déméralisée) pendant plusieurs heures. Il est fortement recommandé de dédier du flaconnage et du matériel de prélèvement bien précis à chaque point de prélèvement.

Un contrôle métrologique de l'appareil de prélèvement doit être réalisé périodiquement sur les points suivants (recommandations du guide FD T 90-523-2) :

- Justesse et répétabilité du volume prélevé (volume minimal : 50 ml, écart toléré entre volume théorique et réel 5%)
- Vitesse de circulation de l'effluent dans les tuyaux supérieure ou égale à 0,5 m/s

Un contrôle des matériaux et des organes de l'échantillonneur seront à réaliser (voir blanc de système de prélèvement). Dans le cas de systèmes d'échantillonnage comprenant des pompes péristaltiques, le remplacement du tuyau d'écrasement en silicone sera effectué dans le cas où celui-ci serait abrasé.

Le positionnement de la prise d'effluent devra respecter les points suivants :

- être dans une zone turbulente ;
- se situer à mi-hauteur de la colonne d'eau ;
- se situer à une distance suffisante des parois pour éviter une contamination des échantillons par les dépôts ou les biofilms qui s'y développent ;
- être dans une zone où il y a toujours de l'eau présente ;
- éviter de prélever dans un poste de relèvement compte-tenu de la décantation. Si c'est le cas, positionner l'extrémité du tuyau sous le niveau minimum et hors du dépôt de fond.

1.3 ECHANTILLON

La représentativité de l'échantillon est difficile à obtenir dans le cas du fractionnement de certaines eaux résiduaires en raison de leur forte hétérogénéité, de leur forte teneur en MES ou en matières flottantes. L'utilisation d'un système d'homogénéisation mécanique est vivement recommandée dès lors que le volume de l'échantillon du récipient collecteur à répartir dans les flacons destinés aux laboratoires de chimie est supérieur à 5 litres. Le système d'homogénéisation ne devra pas modifier l'échantillon, pour cela il est recommandé d'utiliser une pale Téflon® ne créant pas de phénomène de vortex).

La répartition du contenu de l'échantillon moyen 24 heures dans les flacons destinés aux laboratoires d'analyse sera réalisée à partir du flacon de collecte préalablement bien homogénéisé, voire maintenu sous agitation. Les flacons sans stabilisant seront rincés deux fois. Puis un remplissage par tiers de chaque flacon destiné aux laboratoires est vivement recommandé. Attention : Les bouchons des flacons ne doivent pas être interchangés en raison des lavages et prétraitement préalablement reçus.

Le conditionnement des échantillons devra être réalisé dans des contenants conformes aux méthodes officielles en vigueur, spécifiques aux micropolluants à analyser et/ou à la norme NF EN ISO 5667-31.

Le plus grand soin doit être accordé à l'emballage et la protection des échantillons en flaconnage verre afin d'éviter toute casse dans le cas d'envoi par transporteur. L'usage de plastique à bulles, d'une alternance flacon verre / flacon plastique ou de mousse est vivement recommandé. De plus, ces protections sont à placer dans l'espace vide compris entre le haut des flacons et le couvercle de chaque glacière pour limiter la casse en cas de retournement des glacières. La fermeture des glacières peut être confortée avec un papier adhésif.

166

167

Le transport des échantillons vers le laboratoire devra être effectué dans une enceinte maintenue à une température égale à 5°C ± 3°C, et être accompli dans les 24 heures qui suivent la fin du prélèvement, afin de garantir l'intégrité des échantillons.

La température de l'enceinte ou des échantillons sera contrôlée à l'arrivée au laboratoire et indiquée dans le rapportage relatif aux analyses.

1.4 BLANCS DE PRELEVEMENT

Blanc du système de prélèvement :

Le blanc de système de prélèvement est destiné à vérifier l'absence de contamination liée aux matériaux (flacons, tuyaux) utilisés ou de contamination croisée entre prélèvements successifs. Il appartient au préleveur de mettre en œuvre les dispositions permettant de démontrer l'absence de contamination. La transmission des résultats vaut validation et l'exploitant sera donc réputé émetteur de toutes les micropolluants retrouvés dans son rejet, aux teneurs correspondantes. Il lui appartiendra donc de contrôler cette absence de contamination avant transmission des résultats.

Si un blanc du système de prélèvement est réalisé, il devra être fait obligatoirement sur une durée de 3 heures minimum. Il pourra être réalisé en laboratoire en faisant circuler de l'eau exempte de micropolluants dans le système de prélèvement.

Les critères d'acceptation et de prise en compte du blanc seront les suivants :

- Les valeurs du blanc seront mentionnées dans le rapport d'analyse et en aucun cas soustraites des résultats de l'effluent.
- Dans le cas d'une valeur du blanc est supérieure à l'incertitude de mesure attachée au résultat : la présence d'une contamination est avérée. Les résultats d'analyse ne seront pas considérés comme valides. Un nouveau prélèvement et une nouvelle analyse devront être réalisés dans ce cas.

2 ANALYSES

Toutes les procédures analytiques doivent être démarrées si possible dans les 24h et en tout état de cause 48 heures au plus tard après la fin du prélèvement.

Toutes les analyses doivent rendre compte de la totalité de l'échantillon (effluent brut, MES comprises) en respectant les dispositions relatives au traitement des MES reprises ci-dessous, hormis pour les diphenyléthers polybromés.

Dans le cas des métaux, l'analyse demandée est une détermination de la concentration en métal total contenu dans l'effluent (aucune filtration), obtenue après digestion de l'échantillon selon la norme suivante :

- Norme ISO 15587-1 "Qualité de l'eau Digestion pour la détermination de certains éléments dans l'eau Partie 1 : digestion à l'eau régale"

Pour le mercure, l'étape de digestion complète sans filtration préalable est décrite dans les normes analytiques spécifiques à cet élément.

Dans le cas des paramètres suivants, les méthodes listées ci-dessous seront mises en œuvre :

| Paramètre | Méthode |
|---|--|
| COT | NF EN 1484 |
| Hydrocarbures totaux | Somme des résultats fourni par l'application des normes : NF EN ISO 9377-2 XP T 90-124 |
| Phénols (en tant que C total) indice phénol | NF T90-109 ou NF EN ISO 14402 |
| AOX | NF EN ISO 9562 |
| Cyanures totaux | NF T90-107 ou NF EN ISO 14403 |

Ceci est justifié par le fait que ces paramètres ne correspondent pas à des micropolluants définis de manière univoque, mais à des indicateurs globaux dont la valeur est définie par le protocole de mesure lui-même. La continuité des résultats de mesure et leur interprétation dans le temps nécessite donc l'utilisation de méthodes strictement identiques quels que soient la STEU considérée et le moment de la mesure.

Dans le cas des alkylphénols, il est demandé de rechercher simultanément les nonylphénols, les octylphénols ainsi que les deux premiers homologues d'éthoxylates² de nonylphénols (NP1OE et NP2OE) et les deux premiers homologues d'éthoxylates³ d'octylphénols (OP1OE et OP2OE). La recherche des éthoxylates peut être effectuée conjointement à celle des nonylphénols et des octylphénols par l'utilisation du projet de norme ISO/DIS 18857-2.

Les paramètres de suivi habituel de la station de traitement des eaux usées, à savoir la DCO (Demande Chimique en Oxygène), ou la DBO5 (Demande Biochimique en Oxygène en 5 jours) ou le COT (Carbone Organique Total), ainsi que les formes minérales de l'azote (NH4+ et NO3-) et du phosphore (PO43-) en fonction de l'arrêté préfectoral en vigueur, et les MES (Matières en Suspension) seront analysés systématiquement dans chaque effluent selon les normes en vigueur afin de vérifier la représentativité de l'activité de l'établissement le jour de la mesure.

Les performances analytiques à atteindre pour les eaux résiduaires sont indiquées dans l'annexe I.

2 Les éthoxylates de nonylphénols et d'octylphénols constituent à terme une source indirecte de nonylphénols et d'octylphénols dans l'environnement

3 ISO/DIS 18857-2 : Qualité de l'eau - Dosage d'alkylphénols sélectionnés- Partie 2 : Détermination des alkylphénols, d'éthoxylates d'alkylphénol et bisphénol A - Méthode pour échantillons non filtrés en utilisant l'extraction sur phase solide et chromatographie en phase gazeuse avec détection par spectrométrie de masse après dérivation.

- 168 -

- 169 -



PREFET DE L'OISE

**ARRETE PREFECTORAL
PORTANT COMPLEMENT A L'AUTORISATION ACCORDEE PAR ARRETE PREFECTORAL
DU 7 OCTOBRE 2005 AU TITRE DE L'ARTICLE L 214-3
DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT**

**CONCERNANT LA SURVEILLANCE DE LA PRESENCE DE MICROPOLLUANTS
DE LA STATION DE TRAITEMENT DES EAUX USEES DE MONCHY-SAINT-ELOI**

**COMMUNES DE BAILLEVAL, CAUFRY, LABRUYERE, LAIGNEVILLE, LIANCOURT,
MOGNEVILLE, MONCHY-SAINT-ELOI, RANTIGNY**

DOSSIER N° 60-2011-00093

Le Préfet de l'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de la santé publique ;

VU le code de l'Environnement ;

VU l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU l'arrêté du 20 novembre 2009 du préfet coordonnateur de bassin approuvant le SDAGE du Bassin Seine Normandie ;

VU l'arrêté du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface ;

VU le dossier déposé le 28 avril 2005 par la Communauté de Communes du Liancourtois en vue d'être autorisée à construire une station d'épuration à Monchy-Saint-Eloi ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 octobre 2005 autorisant la station de traitement des eaux usées de MONCHY SAINT ELOI ;

VU l'avis favorable du 8 décembre 2011 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ;

- Jto -

CONSIDERANT l'objectif de retour au bon état pour les masses d'eau dégradées au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) ;

CONSIDERANT qu'il importe de quantifier l'évolution des pressions sur les milieux aquatiques, notamment pour ce qui concerne les émissions de substances prioritaires et dangereuses prioritaires au sens de la DCE pour lesquelles des objectifs globaux ont été définis au niveau national ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis dans les délais impartis ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires

ARRETE

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1 : Surveillance de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées vers les milieux aquatiques

La Communauté de Communes du Liancourtois bénéficiaire de l'autorisation est tenue de mettre en place une surveillance de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées au milieu naturel par son installation dans les conditions définies ci-dessous.

La Communauté de Communes du Liancourtois doit procéder ou faire procéder dans le courant de l'année 2012 à une série de 4 mesures permettant de quantifier les concentrations des micropolluants mentionnés en annexe 1 dans les eaux rejetées par la station au milieu naturel. Ces mesures constituent la campagne initiale de recherche.

Un rapport annexé au bilan des contrôles de fonctionnement du système d'assainissement, prévu à l'article 17 de l'arrêté du 22 juin 2007, comprend l'ensemble des résultats des mesures indiquées ci-avant. Ce rapport doit notamment permettre de vérifier le respect des prescriptions techniques analytiques prévues à l'annexe 2.

La Communauté de Communes du Liancourtois poursuit ou fait poursuivre les mesures au cours des années suivantes, selon le nombre prévu dans le tableau ci-dessous, au titre de la surveillance régulière, pour les micropolluants dont la présence est considérée comme significative.

| | | | | | |
|---|----------------|------------------|-------------------|--------------------|----------|
| Capacité nominale de traitement kg DBO5/j | >=600 et <1800 | >= 1800 et <3000 | >= 3000 et <12000 | >= 12000 et <18000 | >= 18000 |
| Nombre de mesures par année | 3 | 4 | 6 | 8 | 10 |

Sont considérés comme non significatifs, les micropolluants de la liste ci-dessous mesurés lors de la campagne initiale et présentant l'une des caractéristiques suivantes :

- Toutes les concentrations mesurées pour le micropolluant sont strictement inférieures à la limite de quantification LQ définie dans le tableau ci-dessous pour cette substance
- Toutes les concentrations mesurées pour le micropolluant sont inférieures à 10*NQE prévues dans l'arrêté du 25 janvier 2010 ou, pour celles n'y figurant pas, dans l'arrêté du 20 avril 2005, et tous les flux journaliers calculés pour le micropolluant sont inférieurs à 10% du flux journalier théorique admissible par le milieu récepteur. Ces deux conditions devant être réunies simultanément.
- Lorsque les arrêtés du 25 janvier 2010 ou du 20 avril 2005 ne définissent pas de NQE pour le micropolluant: les flux estimés sont inférieurs aux seuils de déclaration dans l'eau prévus par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

- Jto -

CONSIDERANT l'objectif de retour au bon état pour les masses d'eau dégradées au sens de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) ;

CONSIDERANT qu'il importe de quantifier l'évolution des pressions sur les milieux aquatiques, notamment pour ce qui concerne les émissions de substances prioritaires et dangereuses prioritaires au sens de la DCE pour lesquelles des objectifs globaux ont été définis au niveau national ;

CONSIDERANT que le pétitionnaire n'a pas émis d'avis sur le projet d'arrêté qui lui a été transmis dans les délais impartis ;

Sur proposition du Directeur Départemental des Territoires

ARRETE

Titre I : OBJET DE L'AUTORISATION

Article 1 : Surveillance de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées vers les milieux aquatiques

La Communauté de Communes du Liancourtois bénéficiaire de l'autorisation est tenue de mettre en place une surveillance de la présence de micropolluants dans les eaux rejetées au milieu naturel par son installation dans les conditions définies ci-dessous.

La Communauté de Communes du Liancourtois doit procéder ou faire procéder dans le courant de l'année 2012 à une série de 4 mesures permettant de quantifier les concentrations des micropolluants mentionnés en annexe 1 dans les eaux rejetées par la station au milieu naturel. Ces mesures constituent la campagne initiale de recherche.

Un rapport annexé au bilan des contrôles de fonctionnement du système d'assainissement, prévu à l'article 17 de l'arrêté du 22 juin 2007, comprend l'ensemble des résultats des mesures indiquées ci-avant. Ce rapport doit notamment permettre de vérifier le respect des prescriptions techniques analytiques prévues à l'annexe 2.

La Communauté de Communes du Liancourtois poursuit ou fait poursuivre les mesures au cours des années suivantes, selon le nombre prévu dans le tableau ci-dessous, au titre de la surveillance régulière, pour les micropolluants dont la présence est considérée comme significative.

| Capacité nominale de traitement kg DBO5/j | >=600 et <1800 | >= 1800 et <3000 | >= 3000 et <12000 | >= 12000 et <18000 | >= 18000 |
|---|----------------|------------------|-------------------|--------------------|----------|
| Nombre de mesures par année | 3 | 4 | 6 | 8 | 10 |

Sont considérés comme non significatifs, les micropolluants de la liste ci-dessous mesurés lors de la campagne initiale et présentant l'une des caractéristiques suivantes :

- Toutes les concentrations mesurées pour le micropolluant sont strictement inférieures à la limite de quantification LQ définie dans le tableau ci-dessous pour cette substance
- Toutes les concentrations mesurées pour le micropolluant sont inférieures à 10*NQE prévues dans l'arrêté du 25 janvier 2010 ou, pour celles n'y figurant pas, dans l'arrêté du 20 avril 2005, et tous les flux journaliers calculés pour le micropolluant sont inférieurs à 10% du flux journalier théorique admissible par le milieu récepteur. Ces deux conditions devant être réunies simultanément.
- Lorsque les arrêtés du 25 janvier 2010 ou du 20 avril 2005 ne définissent pas de NQE pour le micropolluant: les flux estimés sont inférieurs aux seuils de déclaration dans l'eau prévus par l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets

Le débit d'étiage de référence retenu pour la détermination des micropolluants classés non significatifs est : 1,1 m3/s.

Tous les trois ans, l'une des mesures de la surveillance régulière quantifie l'ensemble des micropolluants indiqués dans la liste ci-dessous. La surveillance régulière doit être actualisée l'année suivant cette mesure en fonction de son résultat et des résultats de la surveillance régulière antérieure selon les principes détaillés au paragraphe précédent.

L'ensemble des mesures de micropolluants prévues aux paragraphes ci-dessus sont réalisées conformément aux prescriptions techniques de l'annexe 2. Les limites de quantification minimales à atteindre par les laboratoires pour chaque molécule sont précisées en annexe 1.

Article 2 : Transmission

Les résultats des mesures relatives aux micropolluants reçus durant le mois N, sont transmis dans le courant du mois N+1 au service chargé de la police de l'eau et à l'agence de l'eau dans le cadre de la transmission régulière des données d'autosurveillance effectuée dans le cadre du format informatique relatif aux échanges des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement du Service d'Administration Nationale des Données et Référentiels sur l'Eau (Sandre).

La liste des micropolluants à mesurer se trouve en annexe 1.

Titre II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 3 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 4: Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations ou de faire les déclarations requises par d'autres réglementations.

Article 5 : Publication et information des tiers

Un avis au public faisant connaître les termes du présent arrêté sera publié à la diligence des services de la Préfecture de l'Oise, et aux frais du demandeur, en caractères apparents, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

Une copie du présent arrêté sera transmise pour information au conseil municipal des communes de BAILLEVAL, CAUFRY, LABRUYERE, LAIGNEVILLE, LIANCOURT, MOGNEVILLE, MONCHY-SAINT-ELOI, RANTIGNY.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les principales prescriptions auxquelles cette autorisation est soumise sera affiché dans les mairies concernées pendant une durée minimale d'un mois.

Le présent arrêté sera à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de l'Oise pendant une durée d'au moins 1 an.

Article 6 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif d'Amiens territorialement compétent par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa notification et par les tiers dans un délai d'un an à compter de sa publication ou son affichage en mairie des communes de BAILLEVAL, CAUFRY, LABRUYERE, LAIGNEVILLE, LIANCOURT, MOGNEVILLE, MONCHY-SAINT-ELOI, RANTIGNY, dans les conditions définies à l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Dans le même délai de deux mois, le pétitionnaire peut présenter un recours gracieux. Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux emporte décision implicite de rejet de cette demande conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

- JAE

- JAE

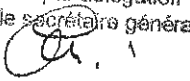
Article 7 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'OISE, le Directeur Départemental des Territoires de l'Oise, les Maires des communes de BAILLEVAL, CAUFRY, LABRUYERE, LAIGNEVILLE, LIANCOURT, MOGNEVILLE, MONCHY-SAINT-ELOI, RANTIGNY, le Chef du Service Départemental de l'Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques, le Commandant du groupement de Gendarmerie de l'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de l'OISE, et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

Une copie de cet arrêté sera également notifiée à :

- M. le Directeur de l'Agence Régionale de Santé, Délégation territoriale de l'Oise ;
- M. le Président du Conseil Général de l'Oise ;
- M. le Directeur Territorial de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie ;
- M. le Directeur Régional de l'Ecologie, de l'Aménagement et du Logement de Picardie.

A Beauvais, le 18 JAN. 2012

Pour le préfet
et par délégation
le secrétaire général

Patricia WILLAERT

ANNEXE 1 : Liste des micropolluants à mesurer lors de la campagne initiale en fonction de la taille de la station de traitement des eaux usées

Légende du tableau suivant :

1 : Les groupes de micropolluants sont indiqués en italique.

2 : Code Sandre du micropolluant : <http://sandre.eaufrance.fr/app/References/client.php>

3 : Correspondance avec la numérotation utilisée à l'annexe X de la DCE (Directive 2000/60/CE).

4 : N° UE : le nombre mentionné correspond au classement par ordre alphabétique issu de la communication de la Commission Européenne au Conseil du 22 juin 1982

| Famille | Substances ¹ | Code SANDRE ² | n°DCE ³ | n°76/464 ⁴ | LQ à atteindre par substance par les laboratoires prestataires en µg/l | STEU traitant une charge brute de pollution supérieure ou égale à 6000 kg DBO5/j | STEU traitant une charge brute de pollution supérieure ou égale à 600 kg DBO5/j et inférieure à 6000 kg DBO5/j |
|--|---|--------------------------|--------------------|-----------------------|--|--|--|
| Substances de l'état chimique DCE - Arrêté du 25 janvier 2010 - (dangereuses prioritaires DCE - et liste I de la directive 2006/11/CE) | | | | | | | |
| <i>HAP</i> | Anthracène | 1458 | 2 | 3 | 0,02 | X | X |
| <i>HAP</i> | Benzo (a) Pyrène | 1115 | 28 | | 0,01 | X | X |
| <i>HAP</i> | Benzo Fluoranthène (b) | 1116 | 28 | | 0,005 | X | X |
| <i>HAP</i> | Benzo (g,h,i) Pérylène | 1118 | 28 | | 0,005 | X | X |
| <i>HAP</i> | Benzo (k) Fluoranthène | 1117 | 28 | | 0,005 | X | X |
| <i>Métaux</i> | Cadmium (métal total) | 1388 | 6 | 12 | 2 | X | X |
| <i>Autres</i> | Chloroalcane C ₁₀ -C ₁₃ | 1955 | 7 | | 5 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Endosulfan | 1743 | 14 | | 0,02 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | HCH | 5537 | 18 | | 0,02 | X | X |
| <i>Chlorobenzènes</i> | Hexachlorobenzène | 1199 | 16 | 83 | 0,01 | X | X |
| <i>COHV</i> | Hexachlorobutadiène | 1652 | 17 | 84 | 0,5 | X | X |

- 186

- 185

| | | | | | | | |
|--|--------------------------|------|----|-----|-------|---|---|
| <i>HAP</i> | Indeno (1,2,3-cd) Pyrène | 1204 | 28 | | 0,005 | X | X |
| <i>Métaux</i> | Mercure (métal total) | 1387 | 21 | 92 | 0,5 | X | X |
| <i>Alkylphénols</i> | Nonylphénols | 5474 | 24 | | 0,3 | X | X |
| <i>Alkylphénols</i> | NP1OE | 6366 | | | 0,3 | X | X |
| <i>Alkylphénols</i> | NP2OE | 6369 | | | 0,3 | X | X |
| <i>Chlorobenzènes</i> | Pentachlorobenzène | 1888 | 26 | | 0,01 | X | X |
| <i>Organétains</i> | Tributylétain cation | 2879 | 30 | 115 | 0,02 | X | X |
| <i>COHV</i> | Tétrachlorure de carbone | 1276 | | 13 | 0,5 | X | X |
| <i>COHV</i> | Tétrachloroéthylène | 1272 | | 111 | 0,5 | X | X |
| <i>COHV</i> | Trichloroéthylène | 1286 | | 121 | 0,5 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Endrine | 1181 | | | 0,05 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Isodrine | 1207 | | | 0,05 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Aldrine | 1103 | | | 0,05 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Dieldrine | 1173 | | | 0,05 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | DDT 24' | 1147 | | | 0,05 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | DDT 44' | 1148 | | | | X | X |
| <i>Pesticides</i> | DDD 24' | 1143 | | | | X | X |
| <i>Pesticides</i> | DDD 44' | 1144 | | | | X | X |
| <i>Pesticides</i> | DDE 24' | 1145 | | | | X | X |
| <i>Pesticides</i> | DDE 44' | 1146 | | | | X | X |
| Substances de l'état chimique DCE - Arrêté du 25 janvier 2010 (Substances prioritaires DCE) | | | | | | | |
| <i>COHV</i> | 1,2 dichloroéthane | 1161 | 10 | 59 | 2 | X | X |
| <i>Chlorobenzènes</i> | 1,2,3 trichlorobenzène | 1630 | 31 | 117 | 0,2 | X | X |
| <i>Chlorobenzènes</i> | 1,2,4 trichlorobenzène | 1283 | 31 | 118 | 0,2 | X | X |
| <i>Chlorobenzènes</i> | 1,3,5 trichlorobenzène | 1629 | | 117 | 0,2 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Alachlore | 1101 | 1 | | 0,02 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Atrazine | 1107 | 3 | | 0,03 | X | X |
| <i>BTEX</i> | Benzène | 1114 | 4 | 7 | 1 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Chlorfenvinphos | 1464 | 8 | | 0,05 | X | X |
| <i>COHV</i> | Trichlorométhane | 1135 | 32 | 23 | 1 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Chlorpyrifos | 1083 | 9 | | 0,02 | X | X |
| <i>COHV</i> | Dichlorométhane | 1168 | 11 | 62 | 5 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Diuron | 1177 | 13 | | 0,05 | X | X |
| <i>HAP</i> | Fluoranthène | 1191 | 15 | | 0,01 | X | X |

- 18

| | | | | | | | |
|--|---|------|----|-----|------|---|---|
| <i>Pesticides</i> | Isoproturon | 1208 | 19 | | 0,1 | X | X |
| <i>HAP</i> | Naphtalène | 1517 | 22 | 96 | 0,05 | X | X |
| <i>Métaux</i> | Nickel (métal total) | 1386 | 23 | | 10 | X | X |
| <i>Alkylphénols</i> | Octylphénols | 1959 | 25 | | 0,1 | X | X |
| <i>Alkylphénols</i> | OP1OE | 6370 | | | 0,1 | X | X |
| <i>Alkylphénols</i> | OP2OE | 6371 | | | 0,1 | X | X |
| <i>Chlorophénols</i> | Pentachlorophénol | 1235 | 27 | 102 | 0,1 | X | X |
| <i>Métaux</i> | Plomb (métal total) | 1382 | 20 | | 2 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Simazine | 1263 | 29 | | 0,03 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Trifluraline | 1289 | 33 | | 0,01 | X | X |
| <i>Autres</i> | Di(2-éthylhexyl)phthalate (DEHP) | 6616 | 12 | | 1 | X | X |
| Substances spécifiques de l'état écologique DCE - Arrêté du 25 janvier 2010 | | | | | | | |
| <i>Pesticides</i> | 2,4 D | 1141 | | | 0,1 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | 2,4 MCPA | 1212 | | | 0,05 | X | X |
| <i>Métaux</i> | Arsenic (métal total) | 1369 | | 4 | 5 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Chlortoluron | 1136 | | | 0,05 | X | X |
| <i>Métaux</i> | Chrome (métal total)s | 1389 | | 136 | 5 | X | X |
| <i>Métaux</i> | Cuivre (métal total) | 1392 | | 134 | 5 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Linuron | 1209 | | | 0,05 | X | X |
| <i>Pesticides</i> | Oxadiazon | 1667 | | | 0,03 | X | X |
| <i>Métaux</i> | Zinc (métal total) | 1383 | | 133 | 10 | X | X |
| Autres substances - Arrêté du 31 janvier 2008 | | | | | | | |
| <i>Anilines</i> | Aniline | 2605 | | | 50 | X | |
| <i>Autres</i> | AOX | 1106 | | | 10 | X | |
| <i>BTEX</i> | Ethylbenzène | 1497 | | 79 | 1 | X | |
| <i>BTEX</i> | Toluène | 1278 | | 112 | 1 | X | |
| <i>BTEX</i> | Xylènes (Somme o,m,p) | 1780 | | 129 | 2 | X | |
| <i>COHV</i> | Chlorure de vinyle | 1753 | | 128 | 5 | X | |
| <i>Autres</i> | Titane (métal total) | 1373 | | | 10 | X | |
| <i>Métaux</i> | Chrome hexavalent et composés (exprimé en tant que Cr VI) | 1371 | | | 10 | X | |
| <i>Métaux</i> | Fer (métal total) | 1393 | | | 25 | X | |

- 17

| | | | | | | | |
|-------------|-------------------------------------|------|--|-------------|-------|---|--|
| Métaux | Etain (métal total) | 1380 | | | | X | |
| | | | | 5 | | | |
| Métaux | Manganèse (métal total) | 1394 | | | | X | |
| | | | | 5 | | | |
| Métaux | Aluminium (métal total) | 1370 | | | | X | |
| | | | | 20 | | | |
| Métaux | Antimoine (métal total) | 1376 | | | | X | |
| | | | | 5 | | | |
| Métaux | Cobalt (métal total) | 1379 | | | | X | |
| | | | | 3 | | | |
| Organétains | Dibutylétain cation | 7074 | | 49,50,51 | 0.02 | X | |
| Organétains | Monobutylétain cation | 2542 | | | 0.02 | X | |
| Organétains | Triphénylétain cation | 6372 | | 125,126,127 | 0.02 | X | |
| PCB | PCB 28 | 1239 | | | | X | |
| | | | | 101 | 0,005 | | |
| PCB | PCB 52 | 1241 | | | 0,005 | X | |
| PCB | PCB 101 | 1242 | | | 0,005 | X | |
| PCB | PCB 118 | 1243 | | | 0,005 | X | |
| PCB | PCB 138 | 1244 | | | 0,005 | X | |
| PCB | PCB 153 | 1245 | | | 0,005 | X | |
| PCB | PCB 180 | 1246 | | | 0,005 | X | |
| Pesticides | Chlordane | 1132 | | | 0,01 | X | |
| Pesticides | Chlordécone | 1866 | | | 0,15 | X | |
| Pesticides | Heptachlore | 1197 | | | 0,02 | X | |
| Pesticides | Mirex | 5438 | | | 0,05 | X | |
| Pesticides | Toxaphène | 1279 | | | 0,05 | X | |
| Autres | Hexabromobiphényle | 1922 | | | 0,02 | X | |
| Autres | Hydrazine | 6323 | | | 100 | X | |
| Autres | Hydrocarbures | 7009 | | | 50 | X | |
| Autres | Méthanol | 2052 | | | 10000 | X | |
| Autres | Indice phénol | 1440 | | | 25 | X | |
| Autres | Sulfates | 1338 | | | 10000 | X | |
| Autres | Fluorures totaux | 7073 | | | 170 | X | |
| Autres | Cyanures | 1390 | | | 50 | X | |
| Autres | Chlorures | 1337 | | | 10000 | X | |
| Pesticides | Lindane | 1203 | | | 0,02 | X | |
| Autres | Sulfonate de perfluorooctane (SPFO) | 6560 | | | | X | |
| | | | | | 0.05 | | |

ANNEXE 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses

Cette annexe a pour but de préciser les prescriptions techniques qui doivent être respectées pour la réalisation des opérations de prélèvements et d'analyses de micropolluants dangereuses dans l'eau.

1 OPERATIONS DE PRELEVEMENT

Les opérations de prélèvement et d'échantillonnage devront s'appuyer sur les normes ou les guides en vigueur, ce qui implique à ce jour le respect de :

- la norme NF EN ISO 5667-3 "Qualité de l'eau – Echantillonnage - Partie 3 : Lignes directrices pour la conservation et la manipulation des échantillons d'eau"
- le guide FD T 90-523-2 « Qualité de l'Eau – Guide de prélèvement pour le suivi de qualité des eaux dans l'environnement – Prélèvement d'eau résiduaire »

Les points essentiels de ces référentiels techniques sont détaillés ci-après en ce qui concerne les conditions générales de prélèvement, la mesure de débit en continu, le prélèvement continu sur 24 heures à température contrôlée, l'échantillonnage et la réalisation de blancs de prélèvements.

1.1 CONDITIONS GENERALES DU PRELEVEMENT

- Le volume prélevé devra être représentatif des conditions de fonctionnement habituelles de l'installation de traitement des eaux usées et conforme avec les quantités nécessaires pour réaliser les analyses sous accréditation.
- En cas d'intervention de l'exploitant ou d'un sous-traitant pour le prélèvement, le nombre, le volume unitaire, le flaconnage, la préservation éventuelle et l'identification des échantillons seront obligatoirement définis par le prestataire d'analyse et communiqués au préleveur. Le laboratoire d'analyse fournira les flaconnages (prévoir des flacons supplémentaires pour les blancs du système de prélèvement).
- Les échantillons seront répartis dans les différents flacons fournis par le laboratoire selon les prescriptions des méthodes officielles en vigueur, spécifiques aux micropolluants à analyser et/ou à la norme NF EN ISO 5667-3¹.
- Le prélèvement doit être adressé afin d'être réceptionné par le laboratoire d'analyse au plus tard 24 heures après la fin du prélèvement.

1.2 PRELEVEMENT CONTINU SUR 24 HEURES A TEMPERATURE CONTROLEE

Ce type de prélèvement nécessite du matériel spécifique permettant de constituer un échantillon pondéré en fonction du débit.

Les matériels permettant la réalisation d'un prélèvement automatisé en fonction du débit ou du volume écoulé, sont :

- Soit des échantillonneurs monoflacons fixes ou portatifs, constituant un seul échantillon moyen sur toute la période considérée.
- Soit des échantillonneurs multiflacons fixes ou portatifs, constituant plusieurs échantillons (en général 4, 6, 12 ou 24) pendant la période considérée. Si ce type d'échantillonneurs est mis en œuvre, les échantillons devront être homogénéisés pour constituer l'échantillon moyen avant transfert dans les flacons destinés à l'analyse.

Les échantillonneurs utilisés devront maintenir les échantillons à une température de 5°C ± 3°C pendant toute la période considérée.

¹ La norme NF EN ISO 5667-3 est un Guide de Bonne Pratique. Quand des différences existent entre la norme NF EN ISO 5667-3 et la norme analytique spécifique à la micropolluant, c'est toujours les prescriptions de la norme analytique qui prévalent.

Les échantillonneurs automatiques constitueront un échantillon moyen proportionnel au débit recueilli dans un flacon en verre ayant subi une étape de nettoyage préalable :

- nettoyage grossier à l'eau,
- puis nettoyage avec du détergent alcalin puis à l'eau acidifiée (acide acétique à 80 %, dilué au ¼) - nettoyage en machine possible,
- complété par un rinçage au solvant de qualité pour analyse de résidus (acétone ultrapur),
- et enfin un triple rinçage à l'eau exempte de micropolluants.

L'échantillonneur doit être nettoyé avant chaque campagne de prélèvement. L'échantillonneur sera connecté à un tuyau en Téflon® de diamètre intérieur supérieur à 9 mm, qu'il est nécessaire de nettoyer - cf ci-avant - avant chaque campagne de prélèvement. Dans le cas d'un bol d'aspiration (bol en verre recommandé), il faut nettoyer le bol avec une technique équivalente à celle appliquée au récipient collecteur. Avant la mise en place d'un tuyau neuf, il est indispensable de le laver abondamment à l'eau exempte de micropolluants (déméralisée) pendant plusieurs heures. Il est fortement recommandé de dédier du flaconnage et du matériel de prélèvement bien précis à chaque point de prélèvement.

Un contrôle métrologique de l'appareil de prélèvement doit être réalisé périodiquement sur les points suivants (recommandations du guide FD T 90-523-2) :

- Justesse et répétabilité du volume prélevé (volume minimal : 50 ml, écart toléré entre volume théorique et réel 5%)
- Vitesse de circulation de l'effluent dans les tuyaux supérieure ou égale à 0,5 m/s

Un contrôle des matériaux et des organes de l'échantillonneur seront à réaliser (voir blanc de système de prélèvement). Dans le cas de systèmes d'échantillonnage comprenant des pompes péristaltiques, le remplacement du tuyau d'écrasement en silicone sera effectué dans le cas où celui-ci serait abrasé.

Le positionnement de la prise d'effluent devra respecter les points suivants :

- être dans une zone turbulente ;
- se situer à mi-hauteur de la colonne d'eau ;
- se situer à une distance suffisante des parois pour éviter une contamination des échantillons par les dépôts ou les biofilms qui s'y développent ;
- être dans une zone où il y a toujours de l'eau présente ;
- éviter de prélever dans un poste de relèvement compte-tenu de la décantation. Si c'est le cas, positionner l'extrémité du tuyau sous le niveau minimum et hors du dépôt de fond.

1.3 ECHANTILLON

La représentativité de l'échantillon est difficile à obtenir dans le cas du fractionnement de certaines eaux résiduaires en raison de leur forte hétérogénéité, de leur forte teneur en MES ou en matières flottantes. L'utilisation d'un système d'homogénéisation mécanique est vivement recommandée dès lors que le volume de l'échantillon du récipient collecteur à répartir dans les flacons destinés aux laboratoires de chimie est supérieur à 5 litres. Le système d'homogénéisation ne devra pas modifier l'échantillon, pour cela il est recommandé d'utiliser une pale Téflon® ne créant pas de phénomène de vortex).

La répartition du contenu de l'échantillon moyen 24 heures dans les flacons destinés aux laboratoires d'analyse sera réalisée à partir du flacon de collecte préalablement bien homogénéisé, voire maintenu sous agitation. Les flacons sans stabilisant seront rincés deux fois. Puis un remplissage par tiers de chaque flacon, destiné aux laboratoires est vivement recommandé. Attention : Les bouchons des flacons ne doivent pas être interchangés en raison des lavages et prétraitement préalablement reçus.

Le conditionnement des échantillons devra être réalisé dans des contenants conformes aux méthodes officielles en vigueur, spécifiques aux micropolluants à analyser et/ou à la norme NF EN ISO 5667-31.

Le plus grand soin doit être accordé à l'emballage et la protection des échantillons en flaconnage verre afin d'éviter toute casse dans le cas d'envoi par transporteur. L'usage de plastique à bulles, d'une alternance flacon verre / flacon plastique ou de mousse est vivement recommandé. De plus, ces protections sont à placer dans l'espace vide compris entre le haut des flacons et le couvercle de chaque glacière pour limiter la casse en cas de retournement des glacières. La fermeture des glacières peut être confortée avec un papier adhésif.

Le transport des échantillons vers le laboratoire devra être effectué dans une enceinte maintenue à une température égale à 5°C ± 3°C, et être accompli dans les 24 heures qui suivent la fin du prélèvement, afin de garantir l'intégrité des échantillons.

La température de l'enceinte ou des échantillons sera contrôlée à l'arrivée au laboratoire et indiquée dans le rapportage relatif aux analyses.

1.4 BLANCS DE PRELEVEMENT

Blanc du système de prélèvement :

Le blanc de système de prélèvement est destiné à vérifier l'absence de contamination liée aux matériaux (flacons, tuyaux) utilisés ou de contamination croisée entre prélèvements successifs. Il appartient au préleveur de mettre en œuvre les dispositions permettant de démontrer l'absence de contamination. La transmission des résultats vaut validation et l'exploitant sera donc réputé émetteur de toutes les micropolluants retrouvés dans son rejet, aux teneurs correspondantes. Il lui appartiendra donc de contrôler cette absence de contamination avant transmission des résultats.

Si un blanc du système de prélèvement est réalisé, il devra être fait obligatoirement sur une durée de 3 heures minimum. Il pourra être réalisé en laboratoire en faisant circuler de l'eau exempte de micropolluants dans le système de prélèvement.

Les critères d'acceptation et de prise en compte du blanc seront les suivants :

- Les valeurs du blanc seront mentionnées dans le rapport d'analyse et en aucun cas soustraites des résultats de l'effluent.
- Dans le cas d'une valeur du blanc est supérieure à l'incertitude de mesure attachée au résultat : **la présence d'une contamination est avérée. Les résultats d'analyse ne seront pas considérés comme valides. Un nouveau prélèvement et une nouvelle analyse devront être réalisés dans ce cas.**

2 ANALYSES

Toutes les procédures analytiques doivent être démarrées si possible dans les 24h et en tout état de cause 48 heures au plus tard après la fin du prélèvement.

Toutes les analyses doivent rendre compte de la totalité de l'échantillon (effluent brut, MES comprises) en respectant les dispositions relatives au traitement des MES reprises ci-dessous, hormis pour les diphényléthers polybromés.

Dans le cas des métaux, l'analyse demandée est une détermination de la concentration en métal total contenu dans l'effluent (aucune filtration), obtenue après digestion de l'échantillon selon la norme suivante :

- Norme ISO 15587-1 "Qualité de l'eau Digestion pour la détermination de certains éléments dans l'eau Partie 1 : digestion à l'eau régale"

Pour le mercure, l'étape de digestion complète sans filtration préalable est décrite dans les normes analytiques spécifiques à cet élément.

Dans le cas des paramètres suivants, les méthodes listées ci-dessous seront mises en œuvre :

| Paramètre | Méthode |
|---|--|
| COT | NF EN 1484 |
| Hydrocarbures totaux | Somme des résultats fourni par l'application des normes : NF EN ISO 9377-2 XP T 90-124 |
| Phénols (en tant que C total) indice phénol | NF T90-109 ou NF EN ISO 14402 |
| AOX | NF EN ISO 9562 |
| Cyanures totaux | NF T90-107 ou NF EN ISO 14403 |

180

187

Ceci est justifié par le fait que ces paramètres ne correspondent pas à des micropolluants définis de manière univoque, mais à des indicateurs globaux dont la valeur est définie par le protocole de mesure lui-même. La continuité des résultats de mesure et leur interprétation dans le temps nécessite donc l'utilisation de méthodes strictement identiques quels que soient la STEU considérée et le moment de la mesure.

Dans le cas des alkylphénols, il est demandé de rechercher simultanément les nonylphénols, les octylphénols ainsi que les deux premiers homologues d'éthoxyates² de nonylphénols (NP1OE et NP2OE) et les deux premiers homologues d'éthoxyates³ d'octylphénols (OP1OE et OP2OE). La recherche des éthoxyates peut être effectuée conjointement à celle des nonylphénols et des octylphénols par l'utilisation du projet de norme ISO/DIS 18857-2.

Les paramètres de suivi habituel de la station de traitement des eaux usées, à savoir la DCO (Demande Chimique en Oxygène), ou la DBO5 (Demande Biochimique en Oxygène en 5 jours) ou le COT (Carbone Organique Total), ainsi que les formes minérales de l'azote (NH4+ et NO3-) et du phosphore (PO43-) en fonction de l'arrêté préfectoral en vigueur, et les MES (Matières en Suspension) seront analysés systématiquement dans chaque effluent selon les normes en vigueur afin de vérifier la représentativité de l'activité de l'établissement le jour de la mesure.

Les performances analytiques à atteindre pour les eaux résiduaires sont indiquées dans l'annexe 1.



PRÉFET DE L'OISE

Arrêté du 1^{er} février 2012 modifiant l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2009 renouvelant la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites

LE PREFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement et notamment les articles R 341-16 à R341-25;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu l'ordonnance 2004-637 du 1^{er} juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre ;

Vu l'ordonnance 2005-727 du 30 juin 2005 portant diverses dispositions relatives à la simplification des commissions administratives ;

Vu le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement des commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2006 modifié portant création de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 novembre 2006 modifié portant nomination des membres de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Vu l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2009 renouvelant la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Vu le courrier en date du 2 septembre 2011 par lequel M. Patrice Marchand, membre titulaire des formations "Nature", "Sites et Paysages", "Publicité", "Carrières" et "Faune sauvage captive" fait part qu'il siège en sa qualité de président du Parc naturel régional Oise-Pays de France et non en tant que représentant du conseil général de l'Oise ;

Vu le courrier en date du 21 novembre 2011 par lequel le Conseil général de l'Oise désigne M. Cauwel pour siéger en qualité de membre titulaire des formations "Nature", "Sites et Paysages", "Publicité", "Carrières" et "Faune sauvage captive" en remplacement de M. Patrice Marchand au titre des collèges des représentants élus des collectivités territoriales ;

Vu le courriel en date du 20 septembre 2011 par lequel M. Etienne Bertrand, membre titulaire de la formation "Sites et Paysages" au titre du collège des personnes compétentes en aménagement du territoire, urbanisme, paysage, architecture et environnement, fait part de son intention de ne plus siéger à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Vu le courriel en date du 12 décembre 2011 par lequel M. William Castel, suppléant de M. Etienne Bertrand, fait part de sa démission de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

2 Les éthoxyates de nonylphénols et d'octylphénols constituent à terme une source indirecte de nonylphénols et d'octylphénols dans l'environnement

3 ISO/DIS 18857-2 : Qualité de l'eau - Dosage d'alkylphénols sélectionnés- Partie 2 : Détermination des alkylphénols, d'éthoxyates d'alkylphénol et bisphénol A - Méthode pour échantillons non filtrés en utilisant l'extraction sur phase solide et chromatographie en phase gazeuse avec détection par spectrométrie de masse après dérivation.

182

1 - 183

Vu les courriels de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie en date des 16 décembre 2011 et 3 janvier 2012 proposant M. Jean-Marc Hoeblich directeur adjoint de l'Unité de formation et de recherche d'histoire et de géographie de l'Université de Picardie Jules Verne, en qualité de membre titulaire de la formation "Sites et Paysages" en remplacement de M. Etienne Bertrand et de M. Stéphane Desruelles, Maître de conférence, en qualité de suppléant de M. Hoeblich, en remplacement de M. William Castel ;

Considérant la nécessité de modifier l'arrêté du 26 novembre 2009 ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires de l'Oise ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Les articles 1^{er}, 2, 3, 4 et 5 de l'arrêté du 26 novembre 2009 renouvelant la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites sont modifiés comme suit :

La composition de la commission est fixée selon les dispositions suivantes :

I - FORMATION SPECIALISEE DITE DE LA "NATURE"

1. collège de représentants des services de l'Etat

- 1 représentant de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- 1 représentant du service territorial de l'architecture et du patrimoine
- 2 représentants de la direction départementale des territoires
- 1 représentant de la direction régionale des affaires culturelles
- 1 représentant de la délégation régionale au tourisme

2. collège de représentants élus des collectivités territoriales

➤ trois conseillers généraux désignés par le conseil général de l'Oise

| Titulaires | Suppléants |
|-----------------------|--------------------|
| M. Joseph SANGUINETTE | M. Alain BLANCHARD |
| M. Joël PATIN | M. Charles POUPLIN |
| M. Jean CAUWEL | M. Alain LETELLIER |

➤ trois maires désignés par l'union des maires de l'Oise

| Titulaires | Suppléants |
|---|---|
| M. Jean-Claude VILLEMANN, maire de Creil | M ^{me} Mathilde BOUKHELIF, conseillère municipale de Creil |
| M. Christian NEVEU, maire de Villeneuve-les-Sablons | M. Marie DUBUT, maire de Marseille-en-Beauvaisis |
| M. Laurent LEFEBVRE, maire de Rainvillers | M. Pierre DELHOMEZ, adjoint au maire de Warluis |

3. collège des personnalités qualifiées

➤ deux représentants "sciences de la nature, protection des sites ou du cadre de vie"

| Titulaires | Suppléants |
|---|--|
| M. Jérôme JAMINON, Office national des forêts | M. François LEHMANN, Office national des forêts |
| M. Michel QUEMENER, conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de l'Oise | M. Jacques BARRET, conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de l'Oise |

➤ deux représentants d'associations agréées de protection de l'environnement

| Titulaires | Suppléants |
|--------------------------------------|---------------------------|
| M. Jean-Claude BOCQUILLON, ROSO | M. Jean-Luc CARON, ROSO |
| M ^{me} Laurette PARIS, ROSO | M. Michel JEANNEROT, ROSO |

➤ deux représentants des organisations agricole et sylvicole

| Titulaires | Suppléants |
|---|--|
| M. Gonzague TOULEMONDE, Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Oise | M. Christian DEGROOTE, Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Oise |
| M. François BACOT, Les Forestiers Privés de l'Oise | M. Denis HARLE D'OPHOVE, Les Forestiers Privés de l'Oise |

4. collège des personnes compétentes

➤ six représentants "protection de la flore, de la faune sauvage et des milieux naturels"

| Titulaires | Suppléants |
|---|--|
| M. Jean-Christophe HAUGUEL, conservatoire botanique national de Bailleul | M. Aymeric WATTERLOT, conservatoire botanique national de Bailleul |
| M. Pierre DRON, conservatoire des sites naturels de Picardie | M. Emmanuel DAS GRACAS, conservatoire des sites naturels de Picardie |
| M. Guy HARLE D'OPHOVE, fédération des chasseurs de l'Oise | M. Marc MORGAND, fédération des chasseurs de l'Oise |
| M. Patrice MARCHAND, parc naturel régional Oise Pays de France | M ^{me} Sylvie CAPRON, parc naturel régional Oise Pays de France |
| M. Christian DELANEF, fédération de l'Oise pour la pêche et la protection du milieu aquatique | M. Jean-Pierre NIQUET, fédération de l'Oise pour la pêche et la protection du milieu aquatique |
| Le président de l'association Picardie Nature | Un représentant de l'association Picardie Nature |

Lorsque la formation se réunit en "instance de concertation pour la gestion du réseau Natura 2000", le préfet peut inviter à participer, sans voix délibérative, des représentants des organismes consulaires et des activités présentes sur les sites Natura 2000 notamment agricoles, forestières, extractives, touristiques ou sportives :

| Titulaires | Suppléants |
|---|---------------------|
| M. Régis ROUDIER, comité départemental du tourisme équestre | |
| M. Etienne MARQUET, juge consulaire au tribunal de commerce de Senlis | M. Philippe GROUARD |
| M. Bruno HAAS, chambre d'agriculture | |

En tant que besoin, seront associées à cette formation toutes personnes concernées par les dossiers inscrits à l'ordre du jour.

II - FORMATION SPECIALISEE DITE DES "SITES ET PAYSAGES"

1. collège de représentants des services de l'Etat

- 2 représentants de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- 1 représentant du service territorial de l'architecture et du patrimoine
- 2 représentants de la direction départementale des territoires
- 1 représentant de la direction régionale des affaires culturelles
- 1 représentant de la délégation régionale au tourisme

2. collège de représentants élus des collectivités territoriales

- trois conseillers généraux désignés par le conseil général de l'Oise

| Titulaires | Suppléants |
|-----------------------|--------------------------------|
| M. Joseph SANGUINETTE | M. Alain BLANCHARD |
| M. Charles POUPLIN | M ^{me} Sylvie HOUSSIN |
| M. Jean CAUWEL | M. Alain LETELLIER |

- trois maires désignés par l'union des maires de l'Oise

| Titulaires | Suppléants |
|--|---|
| M. Gérard MANOUSSI, maire d'Apremont | M. Jean-Paul DOUET, maire de Montagny-Sainte-Félicité |
| M. Boris GOGNY-GOUBERT, maire de Saint-Rémy-En-l'Eau | M. Michel GOES, maire de Wavignies |
| M. Jean-Jacques POTELLE, maire de Cressonsacq | M ^{me} Isabelle BARTHE, maire de Cernoy |

- un représentant d'un établissement public de coopération intercommunale intervenant en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire

| Titulaire | Suppléant |
|---|---|
| M. Baudouin GERARD, vice-président de l'Agglomération de la région de Compiègne | M. Jacques PINSSON, président de la communauté de communes La Ruraloise |

3. collège des personnalités qualifiées

- trois représentants "sciences de la nature, protection des sites ou du cadre de vie"

| Titulaires | Suppléants |
|---|--|
| M. Jérôme JAMINON, office national des forêts | M. François LEHMANN, office national des forêts |
| M. Michel QUEMENER, conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de l'Oise | M. Jacques BARRET, conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de l'Oise |
| M ^{me} Nathalie HEBERT, paysagiste conseil | M ^{me} Jocelyne DUVERT, paysagiste conseil |

- deux représentants d'associations agréées de protection de l'environnement

| Titulaires | Suppléants |
|--------------------------------------|---------------------------|
| M. Jean-Claude BOCQUILLON, ROSO | M. Jean-Luc CARON, ROSO |
| M ^{me} Laurette PARIS, ROSO | M. Michel JEANNEROT, ROSO |

- deux représentants des organisations agricole et sylvicole

| Titulaires | Suppléants |
|---|--|
| M. Gonzague TOULEMONDE, Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Oise | M. Christian DEGROOTE, Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Oise |
| M. François BACOT, Les Forestiers Privés de l'Oise | M. Denis HARLE D'OPHOVE, Les Forestiers Privés de l'Oise |

4. collège des personnes compétentes

- sept représentants en aménagement du territoire, urbanisme, paysage, architecture et environnement

| Titulaires | Suppléants |
|---|---|
| M. Thierry BOURBIER, chambre d'agriculture | M. Jean-Louis PARMENTIER, chambre d'agriculture |
| M. Benoît DUFLOS, conseil régional de l'ordre des architectes de Picardie | M. Jean-Marc LEPIC, conseil régional de l'ordre des architectes de Picardie |
| M. Patrice MARCHAND, parc naturel régional Oise Pays de France | Mme Sylvie CAPRON, parc naturel régional Oise Pays de France |
| M. Jean-Christophe HAUGUEL, conservatoire botanique national de Bailleul | M. Aymeric WATTERLOT, conservatoire botanique national de Bailleul |
| M. Pierre DRON, conservatoire des sites naturels de Picardie | M. Emmanuel DAS GRACAS, conservatoire des sites naturels de Picardie |
| M. Dominique HERNANDEZ, architecte | Mlle Amélie VALLON, architecte |
| M. Jean-Marc HOEBLICH, Maître de conférences, Université de Picardie | M. Stéphane DESRUELLES, Maître de conférences, Université de Picardie |

III - FORMATION SPECIALISEE DITE DE LA "PUBLICITE"

1. collège de représentants des services de l'Etat

- 1 représentant de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- 1 représentant du service territorial de l'architecture et du patrimoine
- 2 représentants de la direction départementale des territoires
- 1 représentant de la direction régionale des affaires culturelles
- 1 représentant de la délégation régionale au tourisme

2. collège de représentants élus des collectivités territoriales

- trois conseillers généraux désignés par le conseil général de l'Oise

| Titulaires | Suppléants |
|-----------------------|--------------------|
| M. Joseph SANGUINETTE | M. Alain BLANCHARD |
| M. Joël PATIN | M. Charles POUPLIN |
| M. Jean CAUWEL | M. Alain LETELLIER |

- trois maires désignés par l'union des maires de l'Oise

| Titulaires | Suppléants |
|--|--|
| M. Gérard QUESNEL, maire d'Avrechy | M. Denis ROLLAND, adjoint au maire de Ponchon |
| M. Jean DESESSART, maire de La Croix Saint Ouen | M. Boris GOGNY-GOUBERT, Maire de Saint-Rémy-en-l'Eau |
| M. Gérard GABREL, adjoint au maire de Maignelay-Montigny | M. Roger MENN, maire de Liancourt |

3. collège des personnalités qualifiées

- deux représentants "sciences de la nature, protection des sites ou du cadre de vie"

| Titulaires | Suppléants |
|---|--|
| M. Patrice MARCHAND, Parc naturel régional Oise Pays de France | M ^{me} Sylvie CAPRON, Parc naturel régional Oise Pays de France |
| M. Michel QUEMENER, Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de l'Oise | M. Jacques BARRET, Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de l'Oise |

- deux représentants d'associations agréées protection de l'environnement

| Titulaires | Suppléants |
|---|---|
| M. Jean-Claude BOCQUILLON, ROSO | M. Jean-Luc CARON, ROSO |
| M. Eric HUFTIER, association Paysages de France | M. Matthieu ROMAGNY, association Paysages de France |

- deux représentants des organisations agricole et sylvicole

| Titulaires | Suppléants |
|---|--|
| M. Gonzague TOULEMONDE, Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Oise | M. Christian DEGROOTE, Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles de l'Oise |
| M. François BACOT, Les Forestiers Privés de l'Oise | M. Denis HARLE D'OPHOVE, Les Forestiers Privés de l'Oise |

4. collège des personnes compétentes

- trois professionnels des entreprises de publicité

| Titulaires | Suppléants |
|--|--|
| Mme Céline KIKOS, CBS OUTDOOR | M. Pascal BOUTEL, CBS OUTDOOR |
| M. Laurent MAZAURY, Société Clear Channel France | M. Gérard LESAGE, Société Clear Channel France |
| M. Thierry COURRAULT, Société Avenir | M. Cédric NEDELEC, Société Avenir |

- trois fabricants d'enseignes

| |
|---|
| M. Amar BOUAOUD, Enseignes PICARDES NEON CG |
| M. Gilles COSNARD, Société ADHEPUB |
| M. Nicolas DUBOIS |

Le maire de la commune intéressée par le projet ou le président du groupe de travail intercommunal est invité à siéger à la séance au cours de laquelle le projet est examiné et a, sur celui-ci, voix délibérative.

IV - FORMATION SPECIALISEE DITE DES "CARRIERES"

1. collège de représentants des services de l'Etat

- 2 représentants de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- 1 représentant du service territorial de l'architecture et du patrimoine
- 2 représentants de la direction départementale des territoires
- 1 représentant de l'Agence régionale de santé de Picardie

2. collège de représentants élus des collectivités territoriales

- trois conseillers généraux désignés par le conseil général de l'Oise

| Titulaires | Suppléants |
|---------------------------------------|--------------------|
| M. Yves ROME ou M. Joseph SANGUINETTE | M. Roger MENN |
| M. Alain BLANCHARD | M. Michel DELMAS |
| M. Jean CAUWEL | M. Alain LETELLIER |

- trois maires désignés par l'union des maires de l'Oise

| Titulaires | Suppléants |
|---|---|
| M. Serge MACUDZINSKI, maire de Saint-Maximin | M. Jean-Claude VILLEMAIN, maire de Creil |
| M. Jean-Noël GUESNIER, maire de Choisy au Bac | M. Stanislas BARTHELEMY, maire de Longueil-Sainte-Marie |
| M. Didier ROSIER, maire de Roussey | Mme Annie DELAIRE, adjoint au maire de Hardivilliers |

3. collège des personnalités qualifiées

- deux représentants "sciences de la nature, protection des sites ou du cadre de vie"

| Titulaires | Suppléants |
|---|--|
| M. Patrice MARCHAND, Parc naturel régional Oise Pays de France | Mme Sylvie CAPRON, Parc naturel régional Oise Pays de France |
| M. Michel QUEMENER, Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de l'Oise | M. Jacques BARRET, Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement de l'Oise |

- deux représentants d'associations agréées protection de l'environnement

| Titulaires | Suppléants |
|---------------------------|--------------------------|
| Mme Paulette ROSIUS, ROSO | M. Ladislas FOLTAN, ROSO |
| Mme Claude MAGNIER, ROSO | M. Jean PERRONIN, ROSO |

- deux représentants des organisations agricole et sylvicole

| Titulaires | Suppléants |
|--|--|
| M. Gérard LIPPENS, chambre d'agriculture | |
| M. François BACOT, Les Forestiers Privés de l'Oise | M. Denis HARLE D'OPHOVE, Les Forestiers Privés de l'Oise |

4. collège des personnes compétentes

- trois représentants des exploitants de carrières

| Titulaires | Suppléants |
|--|-----------------------------------|
| M. Rémi MAÏA, Lafarge Granulats Seine Nord | M. Pascal DUMUR, Holcim Granulats |
| M. Eric CHOUVET, Carrières Chouvet | M. Jean-Luc ROUSSEL, BPE Lecieux |
| M. Michel HIRSCH, GSM Nord Ouest | M. Bruno HUVELIN, CEMEX |

- trois représentants des utilisateurs de matériaux de carrières

| Titulaires | Suppléants |
|---------------------------------|----------------------------------|
| M. Philippe SAFFRE, Antrope | M. Didier MORDACQ, Holcim Bétons |
| Mme Dominique FRANCOIS, ROCAMAT | M. Joël LECUYER, CEMEX Bétons |
| M. François DUPETY, IMERYS TC | M. Philippe PIRQUIN, Oise TP |

Le maire de la commune sur le territoire de laquelle une exploitation de carrière est projetée est invité à siéger à la séance au cours de laquelle la demande d'autorisation de cette exploitation est examinée et a, sur celle-ci, voix délibérative.

V - FORMATION SPECIALISEE DITE DE LA "FAUNE SAUVAGE CAPTIVE"

1. collège de représentants des services de l'Etat

- 1 représentant de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
- 2 représentants de la direction départementale des territoires
- 1 représentant de la direction départementale de la protection des populations
- 1 représentant de la direction régionale des douanes
- 1 représentant du service départemental d'incendie et de secours

2. collège de représentants élus des collectivités territoriales

- trois conseillers généraux désignés par le conseil général de l'Oise

| Titulaires | Suppléants |
|-----------------------|--------------------|
| M. Joseph SANGUINETTE | M. Joël PATIN |
| M. André VANTOMME | M. Jérôme FURET |
| M. Jean CAUWEL | M. Alain LETELLIER |

- trois maires désignés par l'union des maires de l'Oise

| Titulaires | Suppléants |
|---|---|
| M. Pierre BLANCHARD, maire de Courteuil | M. Frédéric EVAÏN, adjoint au maire de Villers-Saint-Sépulcre |
| M. Denys ROULLIER, maire de Liancourt-Saint-Pierre | M. Lucien GADRAS, adjoint au maire de Villers-sous-Saint-Leu |
| M ^{me} Brigitte AVERTY, adjointe au maire d'Arsy | M. Joël THIBAUT, adjoint au maire d'Arsy |

3. collège des personnalités qualifiées

- deux représentants d'associations agréées de protection de l'environnement

| Titulaires | Suppléants |
|---------------------------------|---------------------------|
| M. Jean-Claude BOCQUILLON, ROSO | M. Jean-Luc CARON, ROSO |
| Mme Laurette PARIS, ROSO | M. Michel JEANNEROT, ROSO |

- quatre scientifiques compétents en matière de faune sauvage captive

| |
|--|
| M. Michel LIANO, ornithologue |
| Mme Cécile GRIMALDI, office national de la chasse et de la faune sauvage |
| M. Franck SPINELLI-DHUICQ, ornithologue |
| M. Jérôme LEGRAND, office national de la chasse et de la faune sauvage |

4. collège des personnes compétentes

- six responsables d'établissements pratiquant l'élevage, la location, la vente ou la présentation au public d'animaux d'espèces non domestiques

| Titulaires | Suppléants |
|---|---|
| Mme Brigitte MERCERA, Parc Astérix | M ^{me} Véronique LEVIBIL, Parc Astérix |
| M. Patrick BUTEUX, représentant d'un établissement d'élevage | |
| M. Vincent LEBLOND, représentant d'un établissement d'élevage | |
| M. Laurent GOVAERT, représentant d'un établissement d'élevage | |
| M. Dominique RAUZIER, représentant d'un établissement d'élevage | |
| M. Philippe OLIVE, représentant d'un établissement d'élevage | |

ARTICLE 2

Les membres désignés ci-dessus sont nommés pour une durée de trois ans à compter de la date de l'arrêté portant renouvellement de la composition de la commission, soit jusqu'au 26 novembre 2012.

ARTICLE 3

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Beauvais, le 1^{er} février 2012

Nicolas DESFORGES

- 182



PREFET DE L'OISE

Direction départementale
des Territoires
de l'Oise

ARRETE

Portant prolongation de la suspension de la chasse de certaines espèces de gibier d'eau et d'oiseaux de passage

LE PREFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le Code de l'Environnement et notamment l'article R 424-3,
Vu l'arrêté ministériel du 24 mars 2006 relatif à l'ouverture et à la clôture de la chasse aux oiseaux de passage et au gibier d'eau,
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,
Vu l'arrêté préfectoral du 26 mai 2011 relatif à l'ouverture et à la clôture de la chasse pour la campagne 2010-2011 dans le département de l'Oise,
Vu la délégation de signature en date du 19 octobre 2010,
Vu l'avis de la fédération départementale des chasseurs de l'Oise,
Vu l'avis l'office national de la chasse et de la faune sauvage,
Considérant qu'il y a lieu de favoriser l'amélioration de l'état physiologique des bécasses afin que leur redispersion s'opère dans les meilleures conditions,

ARRETE

Article 1^{er} : L'article 1er de l'arrêté du 7 février 2012 suspendant la chasse de la bécasse des bois est modifié comme suit : « La chasse de la bécasse des bois est suspendue jusqu'au 20 février 2012 inclus ».

Article 2 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif d'Amiens - 14 rue Lemerchier 80011 Amiens cedex 1 - dans un délai de deux mois.

Article 3 : Le secrétaire général de la Préfecture de l'Oise, le directeur départemental des territoires, le commandant du groupement de gendarmerie départementale, le directeur de l'office national de la chasse et de la faune sauvage sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Beauvais, le 16 février 2012

Pour le préfet et par délégation
Le directeur départemental des
territoires de l'Oise

Philippe GUILLARD

- 182

République Française

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE D'AMIENS,
Chancelier des Universités

VU le décret n°2012-16 du 5 janvier 2012 relatif à l'organisation académique ;

VU l'arrêté ministériel du 28 juin 1962 autorisant les recteurs d'académie à déléguer leur signature aux inspecteurs d'académie ;

VU le décret du 16 février 2010, portant nomination de Jean-Louis MUCCHIELLI en qualité de Recteur de l'Académie d'Amiens ;

VU le décret du 10 août 2011, portant nomination de Madame Elisabeth LAPORTE en qualité de Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale de l'Oise ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

Délégation de signature est donnée à Madame Elisabeth LAPORTE, Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale de l'Oise, à effet de signer :

A/ Actes de gestion concernant les professeurs des écoles et les instituteurs relevant de l'enseignement public :

- toutes décisions relatives à la gestion administrative et financière des enseignants stagiaires du premier degré, à l'exception des décisions de renouvellement de stage et des décisions de licenciement ;
- toutes décisions relatives à la gestion des professeurs des écoles prévues à l'arrêté du 28 août 1990 modifié portant délégation permanente de pouvoir aux directeurs académiques des services de l'éducation nationale agissant sur délégation du recteur d'académie et au vice-recteur de Mayotte en matière de gestion des professeurs des écoles à l'exception des actes de gestion relatifs aux retraites ;
- toutes décisions relatives à la gestion des instituteurs prévues à l'arrêté du 12 avril 1966 modifié portant délégation permanente de pouvoir aux directeurs académiques des services de l'Éducation nationale agissant sur délégation du recteur d'académie pour prononcer les décisions relatives à la gestion des instituteurs à l'exception des actes de gestion

186

B/ Pour les personnels suivants affectés dans les services administratifs du Service Départemental de l'Éducation Nationale de l'Oise, les établissements publics locaux d'enseignement, les établissements régionaux du premier degré et les établissements publics locaux d'enseignement adapté du département de l'Oise

1. Corps de catégorie C

a) Adjoint administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur régis par le décret n° 2006-1760 du 23 décembre 2006.

b) Adjoint techniques des établissements d'enseignement du ministère chargé de l'éducation nationale régis par le décret n° 91-462 du 14 mai 1991.

c) Adjoint techniques de laboratoire régis par le décret n° 2006-1762 du 23 décembre 2006.

2. Corps de catégorie B

a) Secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur régis par le décret n° 94-1017 du 18 novembre 1994.

b) Infirmières et infirmiers du ministère chargé de l'éducation nationale régis par le décret n° 94-1020 du 23 novembre 1994.

c) Assistants de service social du ministère chargé de l'éducation nationale régis par le décret n° 91-783 du 1er août 1991.

d) Techniciens de laboratoire des établissements d'enseignement du ministère chargé de l'éducation nationale régis par le décret n° 96-273 du 28 mars 1996.

e) Techniciens de l'éducation nationale régis par le décret n° 91-462 du 14 mai 1991.

3. Corps et emploi de catégorie A

a) Attachés d'administration de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur régis par le décret n° 2006-1732 du 23 décembre 2006.

b) Conseillers techniques de service social régis par le décret n° 91-784 du 1er août 1991.

c) Médecins de l'éducation nationale et médecins de l'éducation nationale-conseillers techniques régis par le décret n° 91-1195 du 27 novembre 1991.

Les décisions suivantes :

- octroi de congés de maladie prévus au 2^{ème} alinéa de l'article 34 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 et à l'article 24 du décret n°94-874 du 7 octobre 1994.
- octroi d'un congé pour maternité, pour adoption ou d'un congé pour paternité prévu au 5^e de l'article 34 de la loi n°84-16 du 11 janvier 1984 et à l'article 22 du décret n°94-874 du 7 octobre 1994.

C/ Pour les personnels suivants affectés dans les services administratifs du Service Départemental de l'Éducation Nationale de l'Oise

1. Agents contractuels recrutés sur le fondement des articles 4, 6 et 27 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée ;

2. Agents non titulaires employés dans les conditions définies à l'article 82 de la loi du 11 janvier 1984 susvisée, dont, notamment, les agents non titulaires suivants :

a) Agents contractuels techniques de niveaux A 1, A 2 et A 3 régis par l'arrêté du 1er mars 1971 susvisé ;

185



- b) Médecins contractuels de santé scolaire régis par le décret du 27 mars 1973 susvisé ;
- c) Agents contractuels hors catégorie et de 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e catégories recrutés en application de la circulaire du 9 mars 1976 susvisée ;
- d) Agents contractuels de l'UGAP affectés dans les services déconcentrés et les établissements du ministère chargé de l'éducation nationale en application du décret du 30 juillet 1985 susvisé.
3. Agents non titulaires recrutés sur le fondement de l'article 2 de la loi n° 2003-478 du 5 juin 2003 précitée

Les décisions suivantes :

- attribution de congés de maladie prévus à l'article 12 du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 ;
- attribution des congés prévus à l'article 15 du décret n°86-83 du 17 janvier 1986 ;
- attribution du congé annuel prévu au I de l'article 10 du décret n°86-83 du 17 janvier 1986.

D/ Les recrutements des intervenants pour l'enseignement des langues à l'école primaire dans le département de l'Oise

ARTICLE 2

Madame Elisabeth LAPORTE, Directrice Académique des Services de l'Éducation Nationale de l'Oise, est autorisée à subdéléguer sa signature, par arrêté, aux Directeurs Académiques adjoints ou à l'AENSER chargé des fonctions de Secrétaire Général du Service Départemental de l'Éducation Nationale de l'Oise.

ARTICLE 3

Le Secrétaire Général d'Académie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du département de la Somme – Préfecture de la région Picardie et au recueil des actes administratifs de la Préfecture du département de l'Oise.

Fait à Amiens le 30 janvier 2012

Le Recteur,

Jean-Louis MUCCHIELLI